

Bulletin officiel n° 15 du 14 avril 2011

Sommaire

Organisation générale

Administration centrale du MENJVA et du MESR

Désignation du responsable chargé de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

arrêté du 24-3-2011 (NOR : MENJ1100137A)

Enseignements primaire et secondaire

Baccalauréats général et technologique

Liste des académies et des collectivités d'outre-mer dans lesquelles peuvent être subies les épreuves obligatoires de langues vivantes autres qu'allemand, anglais, espagnol et italien - session 2011

arrêté du 3-3-2011 - J.O. du 15-3-2011 (NOR : MENE1106384A)

Baccalauréat professionnel

« Métiers du cuir », option « chaussures » et option « maroquinerie » : modification

arrêté du 2-3-2011 - J.O. du 17-3-2011 (NOR : MENE1106202A)

Partenariat

Agrément national accordé, au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public, à l'association « Ligue nationale contre le cancer »

arrêté du 16-3-2011 (NOR : MENE1100138A)

Actions éducatives

Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions

note de service n° 2011-059 du XXXXXXXXXX (NOR : MENE1108666N)

Personnels

Enseignement privé sous contrat

Contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres contractuels ou agréés - année scolaire 2011-2012

arrêté du 11-3-2011 - J.O. du 17-3-2011 (NOR : MENF1100378A)

Enseignement privé sous contrat

Répartition entre les départements, aux premiers concours internes, du contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles de maîtres contractuels ou agréés - année scolaire 2011-2012

arrêté du 11-3-2011 - J.O. du 17-3-2011 (NOR : MENF1100392A)

Enseignement privé sous contrat

Répartition entre les départements du contingent de promotions par liste d'aptitude pour l'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles de maîtres contractuels ou agréés - année scolaire 2011-2012

arrêté du 11-3-2011 - J.O. du 17-3-2011 (NOR : MENF1106129A)

Personnels du second degré

Affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours du second degré

note de service n° 2011-048 du 24-3-2011 (NOR : MENH1106291N)

Commission nationale d'action sociale

Liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel et nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles
arrêté du 9-3-2011 (NOR : MENH1100136A)

Séjours professionnels à l'étranger

Programme Jules Verne pour l'année scolaire 2011-2012
circulaire n° 2011-058 du 23-3-2011 (NOR : MENC1106349C)

Mouvement du personnel**Nomination**

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe
décret du 13-1-2011 - J.O. du 14-1-2011 (NOR : MENI1033411D)

Informations générales**Vacance de poste**

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche
avis de 2-4-2011 - J.O. 2-4-2011 (NOR : MENI1101345V)

Postes vacants

Maison d'éducation de la légion d'honneur des loges a Saint-Germain-en-Laye et de Saint-Denis à compter de la rentrée scolaire 2011-2012 (additif)
avis du 23-3-2011 (NOR : MENH1100140V)

Organisation générale

Administration centrale du MENJVA et du MESR

Désignation du responsable chargé de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

NOR : MENJ1100137A
arrêté du 24-3-2011
MEN - DAJ A3

Vu loi n° 78-753 du 17-7-1978 modifiée par ordonnance n° 2000-650 du 6-6-2000 ; décret n° 2005-1755 du 30-12-2005

Article 1 - Julius Coiffait, chef du bureau des affaires générales, est désigné en qualité de responsable chargé de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Article 2 - La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait le 24 mars 2011

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,
La directrice des affaires juridiques,
Anne Courrèges

Enseignements primaire et secondaire**Baccalauréats général et technologique****Liste des académies et des collectivités d'outre-mer dans lesquelles peuvent être subies les épreuves obligatoires de langues vivantes autres qu'allemand, anglais, espagnol et italien - session 2011**

NOR : MENE1106384A
arrêté du 3-3-2011 - J.O. du 15-3-2011
MEN - DGESCO MPE

Vu code de l'Éducation, notamment articles L. 334-1, L. 336-1, D. 334-4 et D. 336-4 ; arrêtés du 15-9-1993 modifiés

Article 1 - Les épreuves obligatoires portant sur les langues énumérées ci-après : arabe littéral, arménien, cambodgien, chinois, danois, finnois, grec moderne, hébreu, japonais, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, russe, suédois, turc, vietnamien, basque, breton, catalan, corse, créole, langues mélanésiennes, occitan-langue d'oc, tahitien pourront être subies à la session 2011 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique dans les académies ou collectivités suivantes :

Arabe littéral

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer, sauf les académies de la Corse, la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique et sauf les collectivités d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Arménien

Aix-Marseille, Créteil, Paris, Versailles.

Cambodgien

Créteil, Paris, Versailles.

Chinois

Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Guyane, La Réunion, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Polynésie française, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Danois

Caen, Créteil, Lille, Paris, Strasbourg, Versailles.

Finnois

Caen.

Grec moderne

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Paris, Strasbourg, Versailles.

Hébreu moderne

Aix-Marseille, Bordeaux, Créteil, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Japonais

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Grenoble, Guyane, La Réunion, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice, Nouvelle-Calédonie, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Polynésie française, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Néerlandais

- Créteil, Lille, Paris et Versailles pour les candidats des académies d'Amiens, de Créteil, Lille, Paris, Rouen et Versailles.

- Aix-Marseille, Grenoble, Nancy-Metz, Reims, Strasbourg et Toulouse pour les candidats des autres académies de métropole.

- Guyane pour les candidats de cette académie.

Norvégien

Caen, Strasbourg.

Persan

Aix-Marseille, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Polonais

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Lille, Nancy-Metz, Orléans-Tours, Paris, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Portugais

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer, sauf la Corse, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Russe

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer sauf les académies de la Corse, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Suédois

Caen, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Turc

- Créteil, Paris et Versailles pour les candidats des académies d'Amiens, de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Créteil, Lille, Limoges, Paris, Rouen et Versailles.

- Rennes pour les candidats des académies de Caen, Nantes, Poitiers et Rennes.

- Besançon pour les candidats de cette académie.

- Orléans-Tours pour les candidats de cette académie.

- Aix-Marseille, Grenoble, Nancy-Metz et Strasbourg pour les candidats des autres académies de métropole.

Vietnamien

Créteil, Paris, Versailles.

Basque

Bordeaux.

Breton

Nantes, Rennes.

Catalan

Aix-Marseille, Montpellier, Toulouse.

Corse

Corse, Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Créole guadeloupéen

Créteil, Guadeloupe, Paris, Versailles.

Créole guyanais

Créteil, Guyane, Paris, Versailles.

Créole martiniquais

Créteil, Martinique, Paris, Versailles.

Créole réunionnais

Créteil, La Réunion, Paris, Versailles.

Langues mélanésiennes (ajie, drehu, nengone, païci)

Nouvelle Calédonie.

Occitan-langue d'oc auvergnat

Clermont-Ferrand, Créteil, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc gascon

Bordeaux, Créteil, Paris, Toulouse, Versailles.

Occitan-langue d'oc languedocien

Bordeaux, Créteil, Montpellier, Paris, Toulouse, Versailles.

Occitan-langue d'oc limousin

Bordeaux, Créteil, Limoges, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc nissart

Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc provençal

Aix-Marseille, Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc vivaro-alpin

Créteil, Grenoble, Paris, Versailles.

Tahitien

Polynésie française.

Article 2 - Les recteurs dans leur académie et les vice-recteurs dans leur collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 3 mars 2011

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,

Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Michel Blanquer

Enseignements primaire et secondaire**Baccalauréat professionnel**

**« Métiers du cuir », option « chaussures » et option « maroquinerie » :
modification**

NOR : MENE1106202A
arrêté du 2-3-2011 - J.O. du 17-3-2011
MEN - DGESCO A2-3

Vu code de l'Éducation, notamment articles D. 337-51 à D. 337-94 ; arrêté du 19-5-2009

Article 1 - L'[arrêté du 19 mai 2009](#) susvisé est modifié comme suit :

I - Dans l'annexe IIb « Règlement d'examen », dans la ligne intitulée « Sous-épreuve E22 : Travaux pratiques de sciences physiques », les mots : « Ponctuelle écrite » sont remplacés par les mots « Ponctuelle pratique ».

II - Dans l'annexe IIc « Définition des épreuves », les mots : « Sous-épreuve E22 : mathématiques et sciences physiques » sont remplacés par les mots : « Sous-épreuve E22 : Travaux pratiques de sciences physiques ».

Article 2 - Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la session d'examen 2011.

Article 3 - Le directeur général de l'enseignement scolaire et les recteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 2 mars 2011

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,

Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Michel Blanquer

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national accordé, au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public, à l'association « Ligue nationale contre le cancer »

NOR : MENE1100138A
arrêté du 16-3-2011
MEN - DGESCO B3-4

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, en date du 2 mars 2011, l'association « Ligue nationale contre le cancer », qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans.

Enseignements primaire et secondaire**Actions éducatives****Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions**

NOR : MENE1108666N
note de service n° 2011-059 du
MEN - DGESCO B3-4

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie-directrices et directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale

La France a fixé le 10 mai comme « journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions », en référence à la date de l'adoption en dernière lecture par le Sénat de la [loi du 21 mai 2001](#) qui reconnaît la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité.

Cette loi a notamment instauré le comité pour l'histoire et la mémoire de l'esclavage, organisme composé de personnalités qualifiées parmi lesquelles des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves, qui est chargé de proposer, sur l'ensemble du territoire national, des lieux et des actions qui garantissent la pérennité de la mémoire de ce crime à travers les générations.

Cette réflexion intéresse non seulement les outre-mer, auxquels l'année 2011 est consacrée, mais concerne aussi l'ensemble de la communauté nationale, sur une question à portée universelle.

J'attire votre attention sur l'importance de pouvoir associer, en liaison avec les préfets et à leur demande, des classes qui auraient été plus particulièrement sensibilisées par leurs enseignants à ces questions, aux commémorations qui sont organisées à l'occasion de cette journée. Par ailleurs, d'autres dates commémoratives, rappelées dans la [circulaire du Premier ministre du 29 avril 2008](#) (J.O. n° 0103 du 2 mai 2008), peuvent favoriser une réflexion approfondie des écoliers, des collégiens et des lycéens sur l'esclavage.

Dès l'école élémentaire et le collège, les enseignements, en particulier d'histoire-géographie, permettent à tous les élèves d'acquérir des connaissances sur la question de l'esclavage. Ces connaissances doivent leur permettre de développer une réflexion civique sur le respect de la dignité humaine et la notion de crime contre l'humanité.

Vous veillerez à valoriser auprès de la communauté éducative, mais aussi d'un plus large public, par le biais des sites internet académiques notamment, les initiatives menées tout au long de l'année scolaire dans les écoles et les établissements sur l'histoire de la traite, l'esclavage et leurs abolitions. Les actions significatives pourront être portées à la connaissance de la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO B3-4) pour être valorisées à l'échelon national.

Je vous invite aussi à promouvoir auprès des équipes éducatives les ressources disponibles au sein des centres régionaux de documentation pédagogique pour enseigner l'histoire de l'esclavage, ainsi que les richesses culturelles et patrimoniales que constituent localement les services des archives, les musées ou les lieux de mémoire.

Je vous précise enfin qu'un groupe de travail relatif aux ressources pédagogiques existant dans le domaine de l'histoire de l'esclavage a été constitué au sein de la direction générale de l'enseignement scolaire. Son objectif est de dresser un état des lieux afin de pouvoir offrir à la communauté éducative un ensemble de ressources à la fois mieux signalées et plus accessibles. Le résultat de ce travail sera prochainement consultable sur le site eduscol, à l'adresse suivante :

<http://eduscol.education.fr/memoire-esclavage>

Je vous remercie de votre participation.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,

Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Michel Blanquer

Personnels

Enseignement privé sous contrat

Contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres contractuels ou agréés - année scolaire 2011-2012

NOR : MENF1100378A
arrêté du 11-3-2011 - J.O. du 17-3-2011
MEN - DAF D1

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et du ministre du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement, en date du 11 mars 2011, le nombre de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, pouvant accéder à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles au titre de l'année scolaire 2011-2012 est fixé à 500 et se répartit ainsi qu'il suit :

- premier concours interne : 75 ;
- liste d'aptitude : 425.

Personnels

Enseignement privé sous contrat

Répartition entre les départements, aux premiers concours internes, du contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles de maîtres contractuels ou agréés - année scolaire 2011-2012

NOR : MENF1100392A

arrêté du 11-3-2011 - J.O. du 17-3-2011

MEN - DAF D1

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, en date du 11 mars 2011, le nombre de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, pouvant accéder au titre de l'année scolaire 2011-2012, par la voie du premier concours interne, à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles est fixé, pour chaque département, dans le tableau ci-annexé.

Annexe**Tableau de répartition entre les départements**

Code	Départements	Premier concours interne
001	Ain	2
002	Aisne	2
003	Allier	0
004	Alpes-de-Haute-Provence	0
005	Hautes-Alpes	0
006	Alpes-Maritimes	0
007	Ardèche	0
008	Ardennes	0
009	Ariège	0
010	Aube	0
011	Aude	0
012	Aveyron	1
013	Bouches-du-Rhône	2
014	Calvados	0
015	Cantal	0
016	Charente	1
017	Charente-Maritime	2
018	Cher	1
019	Corrèze	0
021	Côte-d'Or	0
022	Côtes-d'Armor	1
023	Creuse	0
024	Dordogne	0
025	Doubs	0
026	Drôme	0
027	Eure	0
028	Eure-et-Loir	1
029	Finistère	1
030	Gard	0
031	Haute-Garonne	0
032	Gers	0
033	Gironde	1
034	Hérault	1
035	Ille-et-Vilaine	3
036	Indre	2
037	Indre-et-Loire	2
038	Isère	1
039	Jura	0
040	Landes	0
041	Loir-et-Cher	0
042	Loire	2
043	Haute-Loire	0
044	Loire-Atlantique	0
045	Loiret	0
046	Lot	0
047	Lot-et-Garonne	0
048	Lozère	2
049	Maine-et-Loire	0
050	Manche	0
051	Marne	0
052	Haute-Marne	1

053	Mayenne	0
054	Meurthe-et-Moselle	0
055	Meuse	0
056	Morbihan	1
057	Moselle	2
058	Nièvre	0
059	Nord	0
060	Oise	0
061	Orne	0
062	Pas-de-Calais	0
063	Puy-de-Dôme	0
064	Pyrénées-Atlantiques	0
065	Hautes-Pyrénées	0
066	Pyrénées-Orientales	1
067	Bas-Rhin	1
068	Haut-Rhin	2
069	Rhône	0
070	Haute-Saône	0
071	Saône-et-Loire	0
072	Sarthe	0
073	Savoie	1
074	Haute-Savoie	0
075	Paris	3
076	Seine-Maritime	1
077	Seine-et-Marne	2
078	Yvelines	1
079	Deux-Sèvres	1
080	Somme	0
081	Tarn	0
082	Tarn-et-Garonne	0
083	Var	0
084	Vaucluse	0
085	Vendée	0
086	Vienne	1
087	Haute-Vienne	0
088	Vosges	0
089	Yonne	0
090	Territoire-de-Belfort	0
091	Essonne	2
092	Hauts-de-Seine	2
093	Seine-Saint-Denis	2
094	Val-de-Marne	2
095	Val-d'Oise	2
620	Corse-du-Sud	0
720	Haute-Corse	0
971	Guadeloupe	0
972	Martinique	1
973	Guyane	
974	Réunion	1
975	Saint-Pierre-et-Miquelon	0
987	Polynésie française	2
988	Nouvelle-Calédonie	2
Total		75

Personnels**Enseignement privé sous contrat****Répartition entre les départements du contingent de promotions par liste d'aptitude pour l'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles de maîtres contractuels ou agréés - année scolaire 2011-2012**

NOR : MENF1106129A

arrêté du 11-3-2011 - J.O. du 17-3-2011

MEN - DAF D1

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, en date du 11 mars 2011, le nombre de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, pouvant accéder au titre de l'année scolaire 2011/2012, par la voie de la liste d'aptitude, à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles est fixé, pour chaque département, dans le tableau ci-annexé.

Annexe**Répartition par départements des promotions par liste d'aptitude pour l'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres de l'enseignement privé****Aix-Marseille**

- Alpes-de-Haute-Provence : 0
- Bouches-du-Rhône : 6
- Hautes-Alpes : 1
- Vaucluse : 2

Amiens

- Aisne : 4
- Oise : 4
- Somme : 3

Besançon

- Doubs : 1
- Jura : 1
- Haute-Saône : 1
- Territoire-de-Belfort : 0

Bordeaux

- Dordogne : 1
- Gironde : 2
- Landes : 2
- Lot-et-Garonne : 0
- Pyrénées-Atlantiques : 2

Caen

- Calvados : 4
- Manche : 0
- Orne : 1

Clermont-Ferrand

- Allier : 3
- Cantal : 2
- Haute-Loire : 8
- Puy-de-Dôme : 4

Corse

- Corse-du-Sud : 0
- Haute-Corse : 0

Créteil

- Seine-et-Marne : 5
- Seine-Saint-Denis : 1
- Val-de-Marne : 4

Dijon

- Côte-d'Or : 2
- Nièvre : 1
- Saône-et-Loire : 1
- Yonne : 1

Grenoble

- Ardèche : 1
- Drôme : 6
- Isère : 4
- Savoie : 8
- Haute-Savoie : 4

Guadeloupe : 0

Guyane : 0

Lille

- Nord : 23
- Pas-de-Calais : 9

Limoges

- Corrèze : 1
- Creuse : 0
- Haute-Vienne : 3

Lyon

- Ain : 3
- Loire : 10
- Rhône : 23

Martinique : 3

Montpellier

- Aude : 1
- Gard : 8
- Hérault : 12
- Lozère : 1
- Pyrénées-Orientales : 3

Nancy-Metz

- Meurthe-et-Moselle : 2
- Meuse : 2
- Moselle : 2
- Vosges : 1

Nantes

- Loire-Atlantique : 6
- Maine-et-Loire : 2
- Mayenne : 3
- Sarthe : 3
- Vendée : 3

Nice

- Alpes-Maritimes : 4
- Var : 3

Orléans-Tours

- Cher : 1
- Eure-et-Loir : 1
- Indre : 0
- Indre-et-Loire : 5
- Loir-et-Cher : 2
- Loiret : 1

Paris : 9

Poitiers

- Charente : 4
- Charente-Maritime : 2
- Deux-Sèvres : 3
- Vienne : 1

Reims

- Ardennes : 2
- Aube : 2
- Marne : 1
- Haute-Marne : 1

Rennes

- Côtes-d'Armor : 5
- Finistère : 25
- Ille-et-Vilaine : 30
- Morbihan : 9

La Réunion : 3**Rouen**

- Eure : 1
- Seine-Maritime : 10

Strasbourg

- Bas-Rhin : 3
- Haut-Rhin : 4

Toulouse

- Ariège : 0
- Aveyron : 4
- Gers : 0
- Haute-Garonne : 5
- Lot : 2
- Hautes-Pyrénées : 1
- Tarn : 1
- Tarn-et-Garonne : 0

Versailles

- Essonne : 5
- Hauts-de-Seine : 9
- Val-d'Oise : 2
- Yvelines : 9

Saint-Pierre-et-Miquelon : 1**Polynésie française : 10****Nouvelle-Calédonie : 30****Total 425**

Personnels

Personnels du second degré

Affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours du second degré

NOR : MENH1106291N

note de service n° 2011-048 du 24-3-2011

MEN - DGRH B2-2

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-recteurs de Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Mayotte ; au directeur de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon

Référence : la note de service n° 2010-047 du 2-4-2010 est abrogée

L'objet de la présente note de service est de définir les règles et les procédures d'affectation des lauréats des concours de l'enseignement du second degré de la session 2011 ainsi que ceux d'une session antérieure ayant bénéficié d'un report de stage durant l'année scolaire 2010-2011.

Ces lauréats seront nommés **fonctionnaires stagiaires** et auront en responsabilité plusieurs classes dans le cadre de leur année de stage. De même, les conseillers principaux d'éducation (CPE) seront affectés en établissement scolaire pour y exercer leurs fonctions.

Cette affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire, première étape de la prise de fonction, est un moment déterminant du parcours professionnel des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du second degré. Elle comprend deux phases successives. La première, conduite au niveau ministériel (DGRH), est interacadémique et consiste à désigner les intéressés dans une académie. Les règles et procédures d'affectation font l'objet de la présente note de service. La seconde phase, intra-académique, qui consiste à affecter les fonctionnaires stagiaires sur un poste, est de la compétence des recteurs et vice-recteurs, à qui il reviendra d'en préciser les modalités dans une note de service rectorale. Ils veilleront à mettre en place un dispositif d'accueil pour les fonctionnaires stagiaires nommés dans leur académie qui devra être opérationnel dès la diffusion des résultats d'affectation ministériels (à compter du 9 juillet 2011), afin de permettre aux fonctionnaires stagiaires prenant connaissance de leur affectation dans une académie que beaucoup découvriront, de recevoir toutes les informations et repères utiles pour favoriser leur prise de fonction. Les lauréats des concours disposent sur le site <http://www.education.gouv.fr> du système d'aide et d'information aux lauréats (Sial), qui comporte notamment un guide synthétisant la présente note de service. De plus, un dispositif d'aide et de conseil personnalisé joignable par téléphone est également mis à leur disposition du **14 avril au 17 juin 2011**.

Cette note de service comporte cinq parties :

- la première traite des principes généraux de l'affectation des fonctionnaires stagiaires ;
- la deuxième expose les modalités d'affectation en académie ;
- la troisième concerne la phase intra-académique de l'affectation ;
- la quatrième précise les autres possibilités d'accomplissement du stage ;
- la cinquième se rapporte aux modalités d'entrée en stage.

Elles sont suivies de six annexes relatives au calendrier des opérations d'affectation (Annexe A), aux critères de classement des demandes (Annexe B), à l'ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension (Annexe C), aux reports de stage (Annexe D), à l'état académique des stagiaires non titularisés (Annexe E) et aux pièces justificatives (Annexe F).

I - Principes généraux

Le ministre procède à la désignation des lauréats dans les académies en fonction des capacités d'accueil définies pour l'année scolaire 2011-2012. Les recteurs et vice-recteurs prononcent ensuite leur affectation sur poste dans leur académie, afin qu'ils accomplissent leur année de stage en qualité de « fonctionnaire stagiaire ».

S'ils remplissent les conditions, les lauréats peuvent également choisir l'une des options suivantes :

- report de stage ;
- affectation dans l'enseignement supérieur sur poste de Prag ou PRCE ;
- maintien dans l'enseignement privé ;
- affectation en classe préparatoire aux grandes écoles ou en classe de technicien supérieur ;
- recrutement en qualité de doctorant contractuel ou d'Ater ;
- détachement en qualité de stagiaire.

Les affectations prononcées après la réussite à un concours de recrutement national pour accomplir le stage en qualité de fonctionnaire stagiaire, puis la première affectation en tant que titulaire ne constituent pas des mutations au sens des dispositions de l'article 60 de la [loi n° 84-16 du 11 janvier 1984](#). Néanmoins, elles tiennent compte, dans toute la mesure du possible, des demandes formulées par les lauréats et de leur situation de famille.

I.1 Personnels concernés

Participent obligatoirement aux opérations d'affectation des lauréats de concours du second degré les candidats de l'enseignement public de la session 2011 reçus aux épreuves d'admissibilité ainsi que les candidats lauréats d'une session antérieure placés en report de stage.

I.1.1 Cas particuliers

I.1.1.a Cas des lauréats déjà titulaires d'un autre corps de l'enseignement public du second degré de l'Éducation nationale

Ils ne participent pas aux opérations d'affectation et sont maintenus et nommés stagiaires dans l'académie où ils exerçaient précédemment ou, en cas de participation au mouvement national à gestion déconcentrée, dans l'académie obtenue. Le cas échéant, les recteurs et vice-recteurs veilleront à les affecter sur un poste correspondant à leur nouveau corps et à leur nouvelle discipline.

Ceux d'entre eux qui avaient obtenu un **congé de formation professionnelle ou une disponibilité pour convenances personnelles** au titre de leur ancien corps doivent y mettre un terme afin d'accomplir leur stage.

Ceux qui se trouvent en **position de congé parental** peuvent demander, s'ils souhaitent rester dans cette position, que leur nomination soit reportée à la date d'expiration du congé. Ils doivent alors en faire la demande à leur recteur ou vice-recteur.

Seuls les lauréats déjà titulaires d'un autre corps de l'enseignement public du second degré de l'Éducation nationale et qui seront en position de détachement à la rentrée scolaire 2011 pourront être **détachés en qualité de stagiaire**. Au sein de l'organisme de détachement, ils devront exercer des fonctions de même nature que celles des membres du corps dans lequel ils ont vocation à être titularisés. Ils effectueront alors un stage dans les conditions du [décret n° 2000-129 du 16 février 2000 \(fixant les conditions dans lesquelles peuvent être titularisés les professeurs de l'enseignement du second degré stagiaires et les conseillers principaux d'éducation stagiaires justifiant d'un titre ou diplôme les qualifiant pour enseigner ou pour assurer des fonctions d'éducation dans un État membre de la Communauté européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen\)](#).

I.1.1.b Lauréats de l'agrégation ayant la qualité de professeur certifié titulaire du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire

Ils seront affectés, **s'ils en font la demande**, dans l'académie correspondant à leur affectation en établissement agricole. Sur avis favorable du recteur, ils pourront effectuer leur stage dans cet établissement. Ils saisissent sur Sial, en vœu unique, l'académie correspondante et envoient **avant le 24 juin 2011**, au bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré (DGRH B2-2), les pièces justifiant de leur affectation en qualité de titulaire du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.

I.1.1.c Les lauréats du concours de conseillers d'orientation-psychologue (Cop) :

Ils sont affectés en centre de formation pour deux ans (cf. paragraphe II.8).

I.1.1.d Cas des stagiaires 2010-2011 non titularisés (lettre DGRH B2 n° 2010-0071 du 13 décembre 2010)

Ne seront pas titularisés les stagiaires 2010-2011 se trouvant dans la situation suivante :

- avis défavorable à leur titularisation ;
- non évalués.

Les stagiaires qui, au terme de leur première année de stage, n'ont pas reçu d'avis favorable à leur titularisation, mais sont autorisés par leur recteur à accomplir une deuxième et dernière année de stage, doivent **obligatoirement effectuer leur stage dans le second degré**. Ils verront leur affectation obtenue dans le cadre du mouvement national à gestion déconcentrée annulée et seront **maintenus dans leur académie de stage en 2011-2012**.

Il est demandé aux recteurs et vice-recteurs de transmettre à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2), au plus tôt et dans toute la mesure du possible **avant le 4 juillet 2011**, l'état des stagiaires maintenus dans leur académie (cf. Annexe C). Cette disposition qui permet de gagner des délais ne se substitue toutefois pas à la liaison Latit qui doit être maintenue.

I.2 Communication

Afin de faciliter la démarche des futurs fonctionnaires stagiaires dans cette phase clé de leur parcours professionnel, il convient de les informer et de les conseiller à chaque étape du processus. C'est ainsi que, pour les accompagner dans la phase d'affectation dans une académie, la DGRH mettra en place du **14 avril au 17 juin 2011** un dispositif d'aide et de conseil personnalisé joignable par téléphone au 01 55 55 54 54, tous les jours ouvrables, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30.

Par ailleurs, sur le site Sial sur lequel ils devront formuler leurs vœux, les candidats pourront trouver des réponses à leurs interrogations grâce à :

- la présente note de service ;
- un guide interactif les accompagnant tout au long de leur saisie ;
- une boîte de dialogue leur permettant de poser par écrit des questions à la DGRH ;
- des liens vers :
 - . les sites internet des rectorats,
 - . les principaux textes relatifs à la fonction publique et aux stagiaires de la fonction publique,
 - . les autres sites du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.

II - Modalités d'affectation dans une académie

II.1 Saisie des demandes

Cette démarche est obligatoire. En cas d'absence de saisie à temps des vœux d'affectation, le fonctionnaire stagiaire sera affecté en fonction des seuls besoins du service.

La saisie des vœux d'affectation s'effectue du **14 avril au 19 juin 2011 à 12 h**, sur le site Sial accessible à l'adresse : <http://www.education.gouv.fr/pid60/sial-systeme-information-aide-aux-laureats.html>

Les candidats admissibles qui auraient déjà à cette date connaissance de leur échec aux épreuves d'admission n'ont pas à saisir de vœux. Les lauréats d'une session antérieure placés en report de stage seront invités par courrier à saisir leurs vœux. Ils devront effectuer cette démarche avant le 31 mai 2011 à 12 h.

Après s'être identifiés sur Sial, les candidats doivent **vérifier et si nécessaire corriger ou compléter** les données relatives à leur situation personnelle et familiale. Cette opération essentielle leur permettra de bénéficier des bonifications correspondant à leur situation.

En revanche, ils n'ont pas la possibilité de modifier eux-mêmes sur Sial la situation professionnelle qu'ils avaient déclarée à l'occasion de l'inscription au concours. Toutefois, s'ils constatent que cette situation professionnelle telle qu'elle apparaît dans Sial est erronée, ils pourront en demander la correction en adressant une demande à la DGRH/B2-2 **avant le 24 juin 2011**, accompagnée des pièces justificatives.

Ensuite, les candidats peuvent exprimer leurs vœux, **au nombre de six maximum**, en classant les académies souhaitées par ordre de préférence décroissante.

À la fin de la saisie, une **fiche synthèse** récapitule les éléments essentiels de la demande. Les lauréats doivent impérativement l'imprimer car elle devra être jointe aux éventuelles pièces justificatives à fournir et fera foi en cas de réclamation.

II.2 Admissibilité à plusieurs concours du second degré

Les candidats admissibles à plusieurs concours du second degré sont invités à classer par ordre de préférence ces différents concours auxquels ils sont admissibles. Une fois toutes les admissions prononcées, c'est le choix exprimé en 1^{ère} position qui sera pris en compte, les autres admissions étant définitivement perdues. Les candidats gardent la possibilité de modifier ce classement jusqu'à la date de fermeture de la rubrique « s'inscrire » de Sial le **19 juin 2011 à 12 h**. Passée cette date, aucune modification ne pourra être acceptée.

II.3 Classement des demandes (annexe B)

Les demandes sont classées en fonction d'un cumul de points prenant en compte :

- la situation familiale ;
- le handicap éventuel ;
- la situation de fonctionnaire ou de contractuel de l'enseignement du second degré de l'Éducation nationale ;
- le rang de classement au concours ;
- la réussite au concours de l'agrégation.

Les critères et bonifications correspondants font l'objet de l'annexe B.

Les bonifications sont toutes cumulables.

En cas d'égalité de points, les lauréats sont départagés dans l'ordre par : l'ordre des vœux exprimés, la situation familiale et la date de naissance.

II.3.1 Affectation au titre du rapprochement de conjoints

Les demandes de rapprochement de conjoints ne sont recevables que sur la base de situations à caractère familial ou civil établies au **14 juillet 2011**. Les situations prises en compte à ce titre sont les suivantes :

- celle des lauréats mariés avant le 14 juillet 2011 ;
- celle des lauréats liés par un pacte civil de solidarité (Pacs) établi avant le 14 juillet 2011 ;
- celle des agents ayant la charge d'au moins un enfant, né et reconnu par les deux parents avant le 14 juillet 2011, ou ayant reconnu par anticipation avant le 14 juillet 2011 un enfant à naître.

Le conjoint doit obligatoirement exercer une activité professionnelle.

L'activité professionnelle est l'activité exercée, au plus tard à compter du 1^{er} septembre 2011, dans le secteur public, en tant que titulaire ou non-titulaire, ou dans le secteur privé dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas pris en considération les conjoints :

- étudiants lauréats d'un concours de recrutement de personnels enseignants (ou d'éducation) qui participent à la même procédure d'affectation ;
- agents effectuant un stage dans un centre de formation ou terminant une scolarité.

Si le conjoint est demandeur d'emploi, l'académie demandée doit correspondre à celle de l'inscription au « Pôle emploi ».

Le lauréat qui sollicite une affectation en rapprochement de conjoints doit faire figurer en premier vœu l'académie ou le centre de formation (Cop) le plus proche de la résidence professionnelle du conjoint. Ce 1^{er} vœu ainsi que ceux correspondant aux académies limitrophes seront bonifiés. Toutefois, aucun vœu mentionné après une académie non limitrophe ne sera bonifié au titre du rapprochement de conjoints.

Les académies de Créteil, Paris et Versailles sont considérées comme une seule et même académie pour l'application des dispositions du présent paragraphe II.3.1.

Cas particulier de deux lauréats mariés ou pacsés qui souhaitent être affectés dans la même académie :

Deux candidats mariés ou pacsés qui souhaitent être affectés dans la même académie ne peuvent pas bénéficier des bonifications de rapprochement de conjoints. Ils n'ont que la possibilité de formuler des vœux identiques et doivent se faire connaître par courrier adressé avant le 20 juin 2011 au bureau DGRH B2-2.

II.3.2 Lauréats ayant la qualité de travailleur handicapé ou bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les lauréats qui se sont vu reconnaître à l'inscription au concours la qualité de travailleur handicapé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi cités aux 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du Travail saisissent leurs vœux selon les modalités décrites au paragraphe II.1. Ils bénéficieront d'une priorité d'affectation sur le **premier vœu** exprimé.

II.3.3 Affectation dans les académies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane ou de La Réunion

Les lauréats peuvent être affectés dans ces académies sur leur demande, à la **double condition** suivante :

- ils y résidaient effectivement l'année du concours ;
- ils ont demandé en premier vœu cette académie et peuvent justifier d'attaches réelles ou d'une situation familiale nécessitant leur maintien sur place.

Après avoir exprimé en premier vœu l'académie souhaitée, les candidats classent les académies métropolitaines par ordre de préférence (maximum 5).

II.3.4 Affectation en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie française

Les lauréats peuvent y être affectés sur leur demande, à la **double condition** suivante :

- ils résidaient effectivement l'année du concours dans la collectivité d'outre-mer considérée ;
- ils ont demandé en premier vœu cette collectivité d'outre-mer et peuvent justifier d'attaches réelles ou d'une situation familiale nécessitant leur maintien dans cette même collectivité.

Après avoir exprimé en premier vœu la collectivité d'outre-mer considérée, les candidats classent les académies métropolitaines par ordre de préférence (maximum 5).

Les affectations dans ces collectivités d'outre-mer sont systématiquement soumises à l'accord du vice-recteur. Elles ne sont considérées comme acquises qu'à la signature du procès verbal d'installation. En conséquence, il est demandé aux vice-recteurs de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française de transmettre à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH/B2-2), avant le **1er juillet 2011**, un état des lauréats ayant concouru dans leur académie, en précisant ceux qu'ils peuvent accueillir.

II.4 Procédure d'extension des vœux

Dans le cas où aucune affectation n'est possible sur les vœux exprimés, le fonctionnaire stagiaire est affecté dans une académie en fonction des capacités d'accueil disponibles et des nécessités du service. Sa demande est traitée selon la procédure dite d'extension des vœux, en examinant successivement les académies selon un ordre défini nationalement (cf. Annexe D) et en partant du premier vœu formulé par l'intéressé.

II.5 Pièces justificatives

Les candidats ayant sollicité des bonifications au titre des motifs évoqués au paragraphe II.3 enverront obligatoirement, dès réception de l'avis d'affectation, les pièces justificatives énumérées à l'annexe F, au rectorat d'affectation ou à la DGRH selon les cas. L'adresse exacte des rectorats est indiquée sur chaque site d'accueil académique.

Attention : Les fraudes et tentatives de fraudes peuvent entraîner l'annulation de l'affectation, des sanctions disciplinaires allant jusqu'à la perte du bénéfice du concours et des sanctions pénales (articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code Pénal) pouvant aller jusqu'au paiement d'amende et à des peines d'emprisonnement.

II.6 Résultats des opérations d'affectation

II.6.1 Publication des résultats

Selon leur discipline, les lauréats pourront prendre connaissance de leur académie d'affectation sur le site Sial, rubrique « Affectations » à partir du 9 ou du 20 juillet 2011. En regard de leur académie d'affectation, ils trouveront un lien vers une page spécifique du site de cette académie, sur laquelle ils pourront prendre connaissance des informations utiles quant aux démarches à accomplir en vue de leur affectation en établissement (cf. paragraphe III.1).

II.6.2 Interdiction d'affichage des résultats d'affectation

Les lauréats qui ne souhaitent pas la publication de leur affectation sur internet pourront demander lors de la saisie de leurs vœux sur Sial l'interdiction d'affichage des données les concernant. Dans cette éventualité, seuls les services administratifs qui ont besoin de connaître rapidement les résultats des affectations pourront accéder à ces informations par un code et un mot de passe spécifique.

Les intéressés recevront à leur adresse la décision d'affectation les concernant.

II.7 Changement de discipline

II.7.1 Professeurs changeant de discipline au sein de leur corps après réussite au concours

Un professeur peut, pour changer de discipline ou d'option, se présenter à un concours alors qu'il est déjà titulaire dans le corps auquel ce concours donne normalement accès. En cas d'admission, il ne pourra pas être nommé en qualité de professeur stagiaire ni a fortiori être à nouveau titularisé mais fera l'objet d'un arrêté pris par le bureau de gestion des carrières des personnels du second degré (DGRH / B2-3) portant uniquement changement de discipline au sein

du corps considéré. Cette mesure prend effet au 1er septembre de l'année qui suit la proclamation des résultats d'admission au concours, son succès au concours le qualifiant pour enseigner dans sa nouvelle discipline.

Sauf mutation dans le cadre du mouvement intra-académique des professeurs titulaires, le professeur changeant de discipline après réussite à un concours est affecté par le recteur, au titre de sa nouvelle discipline ou option, sur un poste correspondant à cette nouvelle discipline ou option. Le lauréat du Capes de documentation, quel que soit le corps auquel il appartient, est soumis aux obligations de service des professeurs chargés des fonctions de documentation fixées par le [décret n° 80-28 du 10 janvier 1980](#) modifié.

Nota - Les professeurs ayant changé de discipline après réussite à un concours dans les conditions évoquées supra peuvent toujours se prévaloir de leur admission au concours et de leur qualification disciplinaire initiale, notamment s'ils souhaitent enseigner à nouveau dans cette première discipline. Dans ce cas, ils devront solliciter un changement de discipline auprès du bureau de gestion concerné (DGRH / B2-3).

II.7.2 Cas particulier des professeurs agrégés admis au Capes ou au Capet dans une section qui n'est pas créée pour l'agrégation.

Les professeurs agrégés, admis au concours du Capes ou du Capet dans une section qui n'est pas créée pour l'agrégation, conservent, et uniquement dans ce cas, leur qualité de professeur agrégé titulaire dans leur discipline. Ils feront l'objet d'un arrêté ministériel les autorisant à exercer dans la nouvelle discipline.

II.8 Affectation des conseillers d'orientation-psychologues stagiaires

Les dispositions de la présente note de service sont applicables aux lauréats des concours de recrutement de conseiller d'orientation-psychologue (Cop) à l'exception des dispositions spécifiques ci-après.

En application des dispositions du [décret n° 91-290 du 20 mars 1991](#) relatif au statut des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues, les candidats admis aux concours externe ou interne de Cop sont nommés conseillers d'orientation-psychologues stagiaires et suivent une formation de deux années sanctionnée par le diplôme d'État de conseiller d'orientation-psychologue (Decop).

II.8.1 Modalités d'affectation en centre de formation

Sur Sial, les lauréats complètent les rubriques et expriment les vœux correspondant à chacune des académies dans lesquelles sont implantés les quatre centres de formation.

II.8.2 Report de stage

Les lauréats peuvent solliciter le report de leur nomination pour les **seuls** motifs prévus par le [décret n° 94-874 du 7 octobre 1994](#) modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et ses établissements publics : service national volontaire, congé de maternité ou congé parental.

II.8.3 Classement

Les Cop ne font pas l'objet d'un reclassement à la date d'entrée en formation mais peuvent opter pendant leur scolarité, sous certaines conditions, pour le traitement indiciaire correspondant à leur situation antérieure s'ils possédaient la qualité d'agent titulaire ou non titulaire.

III - Phase intra-académique

Dès connaissance des affectations ministérielles des fonctionnaires stagiaires, les recteurs et vice-recteurs procèdent aux opérations d'affectation dans leur académie.

III.1 Accueil académique des futurs stagiaires

Les résultats d'affectation des futurs fonctionnaires stagiaires sont diffusés, selon les disciplines, le 9 ou le 20 juillet 2011 aux académies par les liaisons « Affepp » et « foncstg ». Ces liaisons comportent l'ensemble des éléments qui permettront aux recteurs et vice-recteurs de procéder à la prise en compte administrative et éventuellement au classement des futurs fonctionnaires stagiaires affectés dans leur académie.

Il est demandé aux recteurs et vice-recteurs de créer sur leur site internet académique **une page spécifique dédiée à l'accueil des stagiaires**. Elle doit notamment leur permettre d'indiquer les démarches administratives à accomplir dans le cadre de la phase intra-académique d'affectation ainsi que l'adresse à laquelle les stagiaires devront envoyer les pièces justificatives demandées.

L'adresse URL de cette page d'accueil devra être communiquée à la DGRH (bureau B2-2) avant le **31 mai 2011**.

Enfin, les recteurs et vice-recteurs envisageront utilement, pendant toute cette phase intra-académique, l'activation dans leur rectorat d'un **dispositif d'accueil et d'information** à l'intention des futurs fonctionnaires stagiaires affectés dans leur académie.

III.2 Lauréats qualifiés

Les lauréats qui, antérieurement au concours, ont acquis dans un autre État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, un titre ou un diplôme les qualifiant pour enseigner ou assurer des fonctions d'éducation dans l'enseignement du second degré dans un autre État membre de la Communauté européenne, ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen accomplissent un stage selon les dispositions du décret n° 2000-129 du 16 février 2000. Ces lauréats devront se faire connaître auprès de leur rectorat afin de bénéficier des modalités de stage prévues par ce décret. Ils devront justifier de la possession des diplômes qualifiants requis.

III.3 Congés sans traitement

Les fonctionnaires stagiaires affectés dans une académie peuvent solliciter un congé sans traitement au titre :

- du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;
- du [décret n° 91-259 du 7 mars 1991](#) modifié, pour ceux d'entre eux affectés dans une académie en qualité de doctorant contractuel ou d'Ater.

III.3.1 Abandon de poste, radiation

Conformément aux dispositions du [décret n° 85-899 du 21 août 1985](#) relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'Éducation nationale, modifié par le [décret n° 2008-1313 du 12 décembre 2008](#) (article 3, §4 c), il appartient aux recteurs et vice-recteurs de radier des cadres tout stagiaire en situation de démission ou d'abandon de poste.

IV - Les autres possibilités d'accomplissement du stage

Selon le concours qu'ils présentent et leur situation antérieure, plusieurs possibilités autres qu'une affectation en académie dans le second degré sont ouvertes aux candidats :

- le maintien dans l'enseignement privé ;
- un recrutement en qualité de doctorant contractuel ou d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Ater) ;
- une affectation dans l'enseignement supérieur sur poste de Prag ou PRCE ;
- un détachement (réservé aux seuls titulaires d'un autre corps du second degré) ;
- une affectation en classe préparatoire aux grandes écoles ou en classe de technicien supérieur ;
- un report de stage.

IV.1 Maintien dans l'enseignement privé

Seuls les maîtres contractuels ou agréés de l'enseignement privé relevant du ministère de l'Éducation nationale, lauréats du seul concours externe de l'agrégation, peuvent demander leur maintien dans l'enseignement privé conformément aux dispositions de l'article R. 914-23 du chapitre IV du titre premier du livre IX du code de l'Éducation créé par le [décret n° 2008-1429 du 19 décembre 2008](#).

Ils doivent obligatoirement détenir au moment de leur inscription au concours un contrat définitif ou provisoire ou un agrément définitif ou provisoire, dans les conditions prévues par le décret précité. Ils devront également exercer à la rentrée scolaire dans un établissement d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'État dans lequel ils pourront subir les épreuves sanctionnant l'année probatoire dans les classes de niveau correspondant au concours de l'agrégation.

Ils saisissent cette option sur Sial et font figurer en vœu unique l'académie du lieu d'affectation prévue à la rentrée scolaire.

Parallèlement à la saisie sur Sial, ils envoient à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH / B2-2) la lettre par laquelle ils optent pour l'enseignement privé, une copie de leur contrat ou de leur agrément établi par la division chargée de l'enseignement privé du rectorat de l'académie dont ils relèvent, ainsi que l'attestation d'emploi dans la discipline ou option du concours établie par leur chef d'établissement au titre de l'année scolaire en cours. Cet envoi doit impérativement être effectué avant le **24 juin 2011**. En l'absence des pièces justificatives ou en cas d'envoi hors délai, l'affectation sera prononcée dans l'enseignement public.

Cette option n'est pas offerte aux :

- lauréats du concours externe de l'agrégation inscrits également au concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés. Ils ne peuvent pas demander leur maintien dans l'enseignement privé. Ils accompliront le stage dans l'enseignement public ;
- lauréats du concours interne ;
- lauréats du concours externe de l'agrégation exerçant en délégation rectorale dans un établissement d'enseignement privé, c'est-à-dire sans contrat, au moment de leur inscription au concours. Ces derniers accompliront le stage en situation dans l'enseignement public.

IV.2 Lauréats recrutés ou susceptibles de l'être en qualité d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche ou de doctorant contractuel

Pour être nommé stagiaire en cette qualité, les lauréats doivent justifier de l'une des situations suivantes :

- être recrutés en qualité d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche conformément aux dispositions du [décret n° 88-654 du 7 mai 1988](#) modifié relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur ;
- être recrutés en qualité de doctorant contractuel en application du [décret n° 2009-464 du 23 avril 2009](#) relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche et de sa circulaire d'application DGESIPA-2009-0268 du 24 juin 2009.

Ils saisissent cette option sur Sial et formulent ensuite jusqu'à cinq vœux au cas où ils n'obtiendraient pas leur contrat d'engagement.

Parallèlement à la saisie sur Sial, tous les lauréats (sessions antérieures ou session de l'année en cours) envoient à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH / B2-2) une copie de leur

contrat d'engagement avant le **30 novembre 2011**. Les lauréats qui ne justifieront pas leur situation s'exposent à perdre le bénéfice du concours.

La nomination en qualité de professeur stagiaire interviendra à la date du contrat d'Ater ou de doctorant contractuel. En application des dispositions du décret n° 91-259 du 7 mars 1991 modifié relatif au congé dont peuvent bénéficier, pour exercer les fonctions d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche ou de doctorant contractuel, les professeurs stagiaires relevant de certains corps de personnels enseignants, les intéressés sont placés, sur leur demande, par le recteur de l'académie d'affectation en congé sans traitement.

S'ils ont reçu une affectation en académie et qu'ils y ont été effectivement installés, l'obtention de leur congé sans traitement est subordonnée à l'accord du rectorat de cette académie.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 7 mars 1991, pendant la durée du congé sans traitement les services sont réputés être accomplis dans la durée réglementaire du stage. Ils sont pris en compte :

- pour la totalité en ce qui concerne les Ater ;
- pour la moitié de leur durée en ce qui concerne les doctorants contractuels.

En cas d'interruption du contrat, les intéressés seront donc tenus de terminer leur année réglementaire de stage pour pouvoir faire l'objet d'une titularisation.

Nota 1 - Les lauréats qui obtiendront un contrat d'Ater à mi-temps en 2011-2012 et dont le contrat ne sera pas renouvelé en 2012-2013 devront accomplir une année complète de stage en 2012-2013 dans le second degré. La date d'effet de leur titularisation correspondra néanmoins à celle marquant la fin de la durée réglementaire de leur stage.

Nota 2 - Les lauréats déjà professeurs titulaires du second degré qui obtiennent un contrat de doctorant contractuel ou d'Ater seront également nommés dans leur nouveau corps et placés en congé sans traitement conformément aux dispositions du décret n° 91-259 du 7 mars 1991 modifié cité ci-dessus.

IV.3 Affectation dans l'enseignement supérieur sur un emploi de professeur du second degré (Prag - PRCE)

Peuvent prétendre à une affectation dans l'enseignement supérieur sur un emploi de professeur du second degré dans les conditions prévues par la [note de service n° 2010-204 du 26 octobre 2010](#) relative à l'affectation dans l'enseignement supérieur, publiée au Bulletin officiel n° 42 du 18 novembre 2010 :

- les titulaires d'un corps de l'enseignement du second degré, déjà affectés dans un établissement d'enseignement supérieur ou recrutés au **1er septembre 2011** ;
- les élèves de l'école normale supérieure (ENS).

Les élèves de l'ENS saisissent des vœux d'affectation sur Sial dans les conditions définies au paragraphe II.1 pour le cas où ils n'obtiendraient pas d'affectation dans l'enseignement supérieur et envoient parallèlement, à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH/B2-2), une lettre indiquant qu'ils ont sollicité un poste dans l'enseignement supérieur. Après confirmation de leur recrutement, ils seront nommés professeurs stagiaires et effectueront leur stage dans l'enseignement supérieur.

S'ils ne sont pas retenus dans l'enseignement supérieur, les élèves de l'ENS seront affectés sur l'un des vœux exprimés en fonction de leur barème et des nécessités du service.

Il est précisé que :

- la nomination en qualité de professeur stagiaire interviendra à la date de l'installation effective du lauréat dans son établissement. Celui-ci ne peut prétendre à sa prise en charge financière à compter du 1er septembre que si l'emploi qu'il doit occuper est effectivement vacant à cette même date ;
- la titularisation à l'issue de l'année réglementaire de stage n'a pas pour effet de transformer ipso facto l'emploi occupé pendant le stage en un emploi de titulaire dans le nouveau corps considéré.

Les lauréats admis lors de la même session à un concours de recrutement de maîtres de conférences devront nécessairement opter pour l'un ou l'autre des concours.

IV.4 Détachement (réservé aux seuls titulaires d'un autre corps du second degré)

Seuls les lauréats déjà titulaires d'un corps de personnels enseignants et d'éducation du second degré de l'Éducation nationale, **en détachement à la rentrée scolaire 2011** et exerçant des fonctions d'enseignement ou d'éducation dans un établissement d'enseignement ou de formation ne relevant pas du ministère de l'Éducation nationale, pourront effectuer leur stage dans cet établissement à la condition d'exercer des fonctions de même nature que celles des membres du corps dans lequel ils ont vocation à être titularisés.

Ils effectuent alors un stage dans les conditions du décret n° 2000-129 du 16 février 2000.

La demande de détachement ne sera examinée que sous réserve de l'accord du ministère d'accueil (ou de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger AEFÉ), qui assurera la rémunération pendant le stage et devra faciliter le déroulement des procédures de validation. L'attention des lauréats est donc attirée sur la nécessité de prendre, dès les résultats d'admissibilité, l'attache des services de leur ministère d'accueil (ou de l'AEFE) pour obtenir, dans les délais requis et en tout état de cause avant le 1er septembre, l'accord nécessaire.

Les lauréats, déjà titulaires d'un corps de personnels enseignants et d'éducation du second degré de l'Éducation nationale, en détachement, mais dont l'organisme d'accueil refuserait leur maintien en détachement dans le nouveau corps, devront demander leur réintégration afin d'accomplir leur stage en académie.

IV. 5 Affectation en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) ou en section de techniciens supérieurs (STS)

Cette disposition ne concerne **que les lauréats de l'agrégation** qui auront fait l'objet, sur avis de l'inspection générale de leur discipline de recrutement et après accord ministériel, d'une proposition d'affectation dans un établissement public de l'enseignement du second degré en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) ou en section de techniciens supérieurs (STS) pendant la totalité de l'année scolaire 2011-2012.

Cette option n'est pas proposée sur le site Sial. Les candidats à une telle affectation doivent, d'une part, formuler des vœux selon la procédure classique décrite au paragraphe II, pour le cas où la proposition de l'inspection générale ne serait pas confirmée et, d'autre part, envoyer à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH/B2-2) une lettre précisant qu'ils sont bien candidat pour effectuer leur stage en CPGE ou STS dans les conditions proposées par l'inspection générale.

Après confirmation de leur affectation par l'inspection générale, ils seront nommés en qualité de professeur agrégé stagiaire et assureront les mêmes obligations de service que les professeurs titulaires enseignant dans les mêmes classes. Ces affectations sont prononcées hors barème.

Il est précisé qu'une affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire sur un tel poste ne confère aucun droit à être maintenu sur ledit poste à titre définitif à la rentrée scolaire 2012. En revanche, les stagiaires concernés pourront participer au mouvement sur postes spécifiques organisé l'année suivante.

IV. 6 Report de stage (cf. annexe E)

Les candidats, peuvent solliciter le report de leur nomination en qualité de stagiaire, en fonction :

- de leur situation au regard du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;
- du corps et du concours au titre duquel ils candidatent.

Ils saisissent cette option sur Sial.

IV.6.1 Report de stage au titre des dispositions du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994

IV.6.1.a Pour effectuer le service national en tant que volontaire (article 3 du décret)

Les lauréats, volontaires dans les armées, ou volontaires civils, dont la date d'incorporation ne leur permettrait pas d'être nommés et installés en qualité de stagiaire le 1er septembre de l'année en cours et de suivre la totalité de leur formation pendant l'année scolaire, doivent solliciter un report pour ce motif.

Il est recommandé aux volontaires de prendre toutes dispositions auprès des autorités militaires ou civiles pour être incorporés au plus tard le 1er septembre, et de veiller à ce que la date de leur incorporation corresponde à l'année scolaire pour leur permettre d'être nommés et affectés à la rentrée scolaire suivant leur libération.

Il est précisé que les services d'enseignement qui pourraient être accomplis durant la période du service national volontaire ne peuvent en aucun cas être pris en compte comme période de stage en vue de la titularisation.

La durée du report de stage est d'une année scolaire, renouvelable une fois si l'intéressé effectue un service volontaire d'une durée supérieure à un an.

IV.6.1.b Pour congé de maternité (article 4 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994)

Peuvent solliciter un report de stage au titre de ce motif les lauréates qui se trouvent en état de grossesse au 1er septembre, sans que ce report puisse excéder un an. Elles saisissent l'option sur Sial à l'exception de celles qui sont déjà titulaires du second degré et qui en feront la demande par courrier à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH/B2-2).

Les lauréates en état de grossesse peuvent demander à être nommées stagiaires dès le 1er septembre. Dans ce cas, elles devront impérativement prendre leurs fonctions à l'issue de leur congé de maternité, sauf si elles sollicitent, auprès de leur rectorat d'affectation, un des congés prévus par les dispositions du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 précité.

IV.6.1.c Pour congé parental (article 21 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994).

Les lauréats, fonctionnaires titulaires, qui se trouvent en position de congé parental, peuvent demander à rester dans cette position. Ils en font la demande à leur rectorat.

IV.6.2 Autres motifs de report de stage

Un report de stage pour un motif non prévu par le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 pourra éventuellement être octroyé par la DGRH, en tenant compte des besoins du service public d'éducation, dans les cas suivants :

- pour effectuer des études doctorales ;
- pour préparer l'agrégation ;
- pour terminer la scolarité à l'école normale supérieure ;
- pour effectuer un séjour à l'étranger.

Cette possibilité n'est pas ouverte aux lauréats fonctionnaires titulaires à la date du 1er septembre 2011 et détachés de leur corps d'origine durant l'année scolaire 2011-2012.

Il ne sera pas accordé de report de stage pour des raisons de santé ou de convenances personnelles.

Tout rejet d'une demande de report de stage entraîne obligatoirement l'affectation de l'intéressé en qualité de fonctionnaire stagiaire à compter du 1er septembre 2011.

Les lauréats qui ne rejoindront pas leur affectation perdront le bénéfice du concours.

IV.6.2.a Pour effectuer des études doctorales

Les lauréats des seuls concours de l'agrégation externe peuvent demander le report de leur nomination pour effectuer des études doctorales dans un établissement public français d'enseignement ou dans un organisme public français de recherche. La durée de ce report est d'un an renouvelable deux fois.

IV.6.2.b Pour préparer l'agrégation

Seuls les lauréats des concours externes du Capes, du Capet, du Capeps et du CAPLP de la session en cours ou ceux de la session 2009-2010 qui ont obtenu à titre exceptionnel une première année de report pour 2010-2011 afin de préparer un master 2, peuvent solliciter un report pour préparer l'agrégation. La durée de ce report est d'un an.

IV.6.2.c Pour terminer la scolarité à l'école normale supérieure

Les élèves des ENS, lauréats des concours externes de l'agrégation, du Capes ou du Capet qui n'ont pas terminé leur cycle d'études, peuvent solliciter un report de stage pour terminer leur scolarité. La durée de ce report est d'un an renouvelable jusqu'à la fin du contrat avec l'ENS. Il peut être suivi d'un report pour études doctorales.

IV.6.2.d Pour effectuer un séjour à l'étranger

Cette possibilité est offerte aux lauréats des concours externes, qui souhaitent effectuer un séjour à l'étranger dans le cadre d'un programme d'échange universitaire. Ils saisissent l'option sur Sial et formulent obligatoirement des vœux au cas où le report serait refusé. La durée de ce report est d'un an, non renouvelable et non cumulable avec un autre report.

IV.6.3 Obligation du lauréat en report de stage

Les lauréats en report de stage au titre de l'année scolaire 2011-2012 devront obligatoirement effectuer une nouvelle saisie de vœux sur le site Sial au printemps 2012, dans les conditions et aux dates fixées par la note de service « Affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours du second degré » qui paraîtra en avril 2012.

V - Les modalités d'entrée en stage

V.1 Nomination

Tous les lauréats qui ont obtenu une affectation dans le second degré ou l'enseignement supérieur font l'objet d'une nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire dans les conditions prévues par le statut particulier de chaque corps et du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics.

La nomination prendra normalement effet administratif et financier **au 1er septembre**, elle peut être différée dans les cas prévus par la réglementation en vigueur.

V.2 Contrôles

V.2.1 Titres

Il appartient aux recteurs et vice-recteurs de vérifier, dans toute la mesure du possible avant leur installation et au plus tard avant la prise de l'arrêté de nomination par la DGRH fin septembre 2011, que les lauréats sont bien titulaires des titres ou diplômes requis pour être nommés fonctionnaire stagiaire, conformément aux dispositions statutaires de chacun des corps concernés. **Dans le cas contraire, il conviendra d'arrêter le processus de nomination et d'en informer dans les plus brefs délais la DGRH.**

V.2.2 Bonifications

De même, il revient aux recteurs et vice-recteurs de vérifier la réalité des situations des lauréats affectés dans leur académie qui auront bénéficié, sur la base de leurs déclarations, de **bonifications** au titre du rapprochement de conjoints, du handicap ou de leur situation professionnelle. Toute fausse déclaration pourra faire l'objet d'une révision d'affectation et de sanctions disciplinaires.

V.2.3 Aptitude physique

Enfin, il incombe aux recteurs et vice-recteurs de vérifier l'aptitude physique des nouveaux fonctionnaires stagiaires conformément aux dispositions du [décret n° 86-442 du 14 mars 1986](#) modifié. En effet, la nomination définitive en qualité de stagiaire est légalement subordonnée à la constatation de l'aptitude physique, ceci en application du titre II « des conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics » du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié. Aussi, tout stagiaire qui ne se rendrait pas aux convocations à caractère médical qui lui seront adressées se placerait de lui-même en position irrégulière.

Pour les candidats handicapés bénéficiaires de l'obligation d'emploi et qui ont obtenu une priorité d'affectation (paragraphe II.3.2), les recteurs et vice-recteurs feront vérifier au plus tard le 30 septembre 2011, par un médecin agréé compétent en matière de handicap, l'aptitude physique et la **compatibilité du handicap avec les futures fonctions**. En cas d'incompatibilité, le justificatif est à adresser à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré, DGRH/B2-2).

V.3 Classement

Tous les lauréats des concours de recrutement de professeurs et de CPE nommés en qualité de stagiaire sont classés à la date de leur nomination selon les dispositions prévues par le [décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951](#) modifié.

V.4 Affectation

Les stagiaires sont affectés pour la seule durée réglementaire du stage ou de leur scolarité.

À l'exception des lauréats déjà titulaires d'un corps du second degré, l'affectation détenue durant le stage ne préjuge en rien de l'affectation définitive que les stagiaires recevront après leur titularisation, dans le cadre des opérations du mouvement national à gestion déconcentrée auquel ils devront obligatoirement participer.

Une attention toute particulière doit être accordée à la diffusion de la présente note de service et à l'information des candidats.

Toutes ces informations sont disponibles sur le site internet du ministère de l'Éducation nationale :

[http://www.education.gouv.fr/Concours, emplois et carrières/Personnels enseignants, d'éducation et d'orientation / promotion, mutation, affectation des stagiaires / Sial](http://www.education.gouv.fr/Concours,emplois_et_carrieres/Personnels_enseignants,_d_education_et_d_orientation_promotion,_mutation,_affectation_des_stagiaires/Sial) (Système d'information et d'aide aux lauréats).

Coordonnées : DGRH, bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré (DGRH/B2-2), 72, rue Regnault, 75243 Paris Cedex 13

Pour toute correspondance :

- mentionner : « gestion des stagiaires » et préciser la discipline ;
- joindre une copie de la fiche de synthèse de saisie des vœux sur Sial.

Renseignements téléphoniques : du 14 avril au 17 juin 2011 au 01 55 55 54 54.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,

La directrice générale des ressources humaines,
Josette Théophile

Annexe A
Calendrier 2011

Dates	Opérations	Destinataires	Références
Du 14 avril au 19 juin 2011 à 12 h	Saisie des vœux sur Sial pour chaque concours objet de l'admissibilité. Le cas échéant, autant de saisies que d'admissibilités pour un même candidat.		§ II.1
31 mai 2011	Date limite de saisie des vœux pour les lauréats 2010 ou d'une session antérieure, en report de stage .		§ II.1
	Date limite d'envoi par les rectorats de l' adresse URL de leur site académique dédié à l'accueil des stagiaires.	DGRH/B2-2	§ III.1
24 juin 2011	Date limite d'envoi des pièces justifiant de la qualité : - de fonctionnaire ; - d'enseignant contractuel du second degré de l'EN ; - d'enseignant du privé ; - de titulaire du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.	DGRH/B2-2	Annexe F § II.3 § IV.1 § I.1.1.b § IV.5
	Date limite d'envoi de la candidature en CPGE ou STS.		
	Date limite d'envoi de la lettre au terme de laquelle les candidats concernés optent pour l' enseignement privé , ainsi que leur contrat d'engagement dans l'enseignement privé, ou de leur agrément.	DGRH/B2-2	§ IV.1.
1er juillet 2011	Date limite d'envoi des pièces justificatives, en cas de demande de correction de la situation professionnelle figurant dans Sial.	DGRH/B2-2	
	Date limite de transmission à DGRH/B2-2 par les vice-recteurs de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française de la liste des lauréats ayant concouru dans leur académie et qu'ils ne sont pas en mesure d'accueillir.	DGRH/B2-2	§ II.3.4
4 juillet 2011	Date limite d'envoi par les rectorats des listes des stagiaires 2010 ajournés et non évalués .	DGRH/B2-2	§ I.1.1.d Annexe C
13 juillet 2011	Date limite de mariage ou Pacs , pour les lauréats qui sollicitent une affectation au titre du rapprochement de conjoints.		§ II.3.1
à/c du 9 juillet ou du 20 juillet 2011 (selon les disciplines)	Résultats d'affectation sur Sial rubrique : « Affectations »		§ II.6.1
Dès les résultats des affectations en académie	Envoi des pièces justificatives pour : - rapprochement de conjoints ; - mutations conjointes de deux lauréats ; - affectation en département d'outre-mer ; - affectation en collectivité d'outre-mer ; - diplôme exigé à la nomination.	Rectorat d'affectation	Annexe F
1er septembre 2011	Affectation et nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire.		§ V.1.
30 septembre 2011	Date limite d'envoi du certificat du médecin agréé spécialiste du handicap, attestant la compatibilité du handicap avec les fonctions exercées pour les travailleurs handicapés bénéficiaires de l'obligation d'emploi.	Rectorat d'affectation	§ V.2.3
30 novembre 2011	Date limite d'envoi du contrat d'engagement pour les candidats à un poste de doctorant contractuel ou d'Ater .	DGRH/B2-2	§ IV.2.

Annexe B

Critères de classement pour une affectation dans le second degré

Pour bénéficier des bonifications ci-après les lauréats doivent impérativement renseigner les rubriques ad' hoc dans Sial.

Agents handicapés

Critères	Points	Attribution
Travailleur handicapé et bénéficiaire de l'obligation d'emploi	1 000	Sur le premier vœu

Situation familiale

Critères	Points	Attribution
Rapprochement de conjoints	150	Sur le premier vœu qui doit correspondre à la résidence professionnelle du conjoint ainsi que sur les académies limitrophes (mentionnées immédiatement après
Enfant(s) à charge (dans le cadre du RC uniquement)	75	- Par enfant à charge de moins de 20 ans au 1er septembre 2011 - Sur le premier vœu correspondant à la résidence professionnelle du conjoint ainsi que sur les académies limitrophes (mentionnées immédiatement après).

Rang de classement au concours

Critères	Points	Attribution
1er décile	150	Sur tous les vœux.
2ème décile	135	Sur tous les vœux.
3ème décile	120	Sur tous les vœux.
4ème décile	105	Sur tous les vœux.
5ème décile	90	Sur tous les vœux.
6ème décile	75	Sur tous les vœux.
7ème décile	60	Sur tous les vœux.
8ème décile	45	Sur tous les vœux.
9ème décile	30	Sur tous les vœux.
10ème décile	15	Sur tous les vœux.
Liste complémentaire	0	

Lauréats de l'agrégation

Critères	Points	Attribution
Lauréats de l'agrégation	100	Sur tous les vœux.

Situation professionnelle déclarée au moment de l'inscription au concours

Critères	Points	Attribution
Titulaires de la fonction publique de l'État, territoriale ou hospitalière à l'inscription au concours	400	Sur le premier vœu qui doit correspondre à la dernière académie d'affectation en tant que titulaire de la fonction publique.
Enseignants et CPE contractuels de l'enseignement public du second degré de l'Éducation nationale.	400	Sur le premier vœu qui doit correspondre à l'académie où ils ont exercé un an équivalent temps plein durant les deux dernières années (exercice effectif, hors périodes de congés).

Annexe C

Ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension dans la phase interacadémique

Ce tableau décrit l'ordre dans lequel sont examinées les académies à partir de l'académie sollicitée en premier vœu. Il se lit colonne par colonne, verticalement.

Exemple : à partir d'un premier vœu pour l'académie d'Aix-Marseille, le traitement examine les possibilités de nomination dans les académies de Nice, Montpellier, Grenoble, Lyon, etc.

AIX-MARSEILLE	AMIENS	BESANÇON	BORDEAUX	CAEN	CLERMONT-FERRAND	CORSE	CRÉTEIL
Nice	Lille	Strasbourg	Poitiers	Rouen	Lyon	Nice	Versailles
Montpellier	Rouen	Lyon	Toulouse	Versailles	Limoges	Aix-Marseille	Orléans-Tours
Grenoble	Versailles	Dijon	Limoges	Rennes	Dijon	Montpellier	Paris
Lyon	Paris	Nancy-Metz	Orléans-Tours	Nantes	Orléans-Tours	Grenoble	Amiens
Dijon	Créteil	Reims	Nantes	Paris	Créteil	Lyon	Lille
Paris	Reims	Grenoble	Montpellier	Créteil	Paris	Dijon	Rouen
Créteil	Nancy-Metz	Créteil	Versailles	Orléans-Tours	Versailles	Paris	Reims
Versailles	Strasbourg	Paris	Paris	Amiens	Montpellier	Créteil	Dijon
Toulouse	Caen	Versailles	Créteil	Lille	Bordeaux	Versailles	Nancy-Metz
Clermont-Fd	Orléans-Tours	Clermont-Fd	Clermont-Fd	Poitiers	Grenoble	Toulouse	Lyon
Bordeaux	Dijon	Amiens	Aix-Marseille	Reims	Toulouse	Bordeaux	Strasbourg
Besançon	Lyon	Lille	Nice	Dijon	Besançon	Clermont-Fd	Besançon
Nancy-Metz	Nantes	Rouen	Rennes	Nancy-Metz	Poitiers	Besançon	Caen
Strasbourg	Poitiers	Orléans-Tours	Rouen	Strasbourg	Aix-Marseille	Nancy-Metz	Nantes
Reims	Clermont-Fd	Caen	Caen	Besançon	Nice	Strasbourg	Clermont-Fd
Poitiers	Grenoble	Aix-Marseille	Amiens	Bordeaux	Rouen	Reims	Poitiers
Orléans-Tours	Rennes	Montpellier	Lille	Limoges	Amiens	Poitiers	Rennes
Limoges	Limoges	Nice	Dijon	Clermont-Fd	Lille	Orléans-Tours	Grenoble
Amiens	Besançon	Nantes	Lyon	Lyon	Reims	Limoges	Limoges
Lille	Bordeaux	Poitiers	Grenoble	Grenoble	Nancy-Metz	Amiens	Aix-Marseille
Rouen	Toulouse	Limoges	Reims	Toulouse	Strasbourg	Lille	Bordeaux
Nantes	Montpellier	Rennes	Nancy-Metz	Montpellier	Nantes	Rouen	Montpellier
Caen	Aix-Marseille	Toulouse	Strasbourg	Aix-Marseille	Caen	Nantes	Nice
Rennes	Nice	Bordeaux	Besançon	Nice	Rennes	Caen	Toulouse
						Rennes	

DIJON	GRENOBLE	GADELOUPE	GUYANE	LILLE	LIMOGES	LYON	MARTINIQUE
Besançon	Lyon	Paris	Paris	Amiens	Poitiers	Grenoble	Paris
Reims	Aix-Marseille	Versailles	Versailles	Versailles	Orléans-Tours	Dijon	Versailles
Lyon	Clermont-Fd	Créteil	Créteil	Paris	Bordeaux	Clermont-Fd	Créteil
Créteil	Dijon	Rouen	Rouen	Créteil	Clermont-Fd	Besançon	Rouen
Paris	Besançon	Amiens	Amiens	Reims	Toulouse	Paris	Amiens
Versailles	Paris	Lille	Lille	Rouen	Versailles	Créteil	Lille
Nancy-Metz	Créteil	Reims	Reims	Nancy-Metz	Paris	Versailles	Reims
Strasbourg	Versailles	Orléans-Tours	Orléans-Tours	Strasbourg	Créteil	Aix-Marseille	Orléans-Tours
Grenoble	Montpellier	Caen	Caen	Caen	Nantes	Montpellier	Caen
Clermont-Fd	Nice	Dijon	Dijon	Orléans-Tours	Lyon	Nice	Dijon
Orléans-Tours	Nancy-Metz	Lyon	Lyon	Dijon	Rennes	Reims	Lyon
Aix-Marseille	Strasbourg	Nantes	Nantes	Lyon	Rouen	Nancy-Metz	Nantes
Montpellier	Reims	Nancy-Metz	Nancy-Metz	Nantes	Caen	Strasbourg	Nancy-Metz
Nice	Toulouse	Strasbourg	Strasbourg	Poitiers	Amiens	Limoges	Strasbourg
Rouen	Amiens	Besançon	Besançon	Clermont-Fd	Lille	Toulouse	Besançon
Amiens	Lille	Poitiers	Poitiers	Grenoble	Dijon	Bordeaux	Poitiers
Lille	Rouen	Rennes	Rennes	Rennes	Reims	Amiens	Rennes
Limoges	Orléans-Tours	Clermont-Fd	Clermont-Fd	Limoges	Nancy-Metz	Lille	Clermont-Fd
Caen	Limoges	Grenoble	Grenoble	Besançon	Strasbourg	Rouen	Grenoble
Nantes	Bordeaux	Limoges	Limoges	Bordeaux	Besançon	Orléans-Tours	Limoges
Poitiers	Poitiers	Aix-Marseille	Aix-Marseille	Toulouse	Grenoble	Poitiers	Aix-Marseille
Bordeaux	Nantes	Bordeaux	Bordeaux	Montpellier	Montpellier	Nantes	Bordeaux
Toulouse	Caen	Montpellier	Montpellier	Aix-Marseille	Aix-Marseille	Caen	Montpellier
Rennes	Rennes	Nice	Nice	Nice	Nice	Rennes	Nice
		Toulouse	Toulouse				Toulouse

MAYOTTE	MONTPELLIER	NANCY-METZ	NANTES	NICE	ORLÉANS-TOURS	PARIS	POITIERS
Paris	Toulouse	Strasbourg	Rennes	Aix-Marseille	Versailles	Versailles	Orléans-Tours
Versailles	Aix-Marseille	Reims	Poitiers	Montpellier	Créteil	Créteil	Nantes
Créteil	Grenoble	Besançon	Caen	Grenoble	Paris	Rouen	Limoges
Rouen	Lyon	Créteil	Orléans-Tours	Lyon	Dijon	Amiens	Bordeaux
Amiens	Nice	Paris	Bordeaux	Dijon	Poitiers	Lille	Versailles
Lille	Clermont-Fd	Versailles	Versailles	Paris	Clermont-Fd	Reims	Paris
Reims	Bordeaux	Dijon	Paris	Créteil	Limoges	Orléans-Tours	Créteil
Orléans-Tours	Dijon	Lille	Créteil	Versailles	Nantes	Caen	Rennes
Caen	Créteil	Amiens	Rouen	Toulouse	Caen	Dijon	Toulouse
Dijon	Paris	Lyon	Limoges	Bordeaux	Rouen	Lyon	Clermont-Fd
Lyon	Versailles	Grenoble	Amiens	Clermont-Fd	Amiens	Nantes	Rouen
Nantes	Limoges	Rouen	Lille	Besançon	Lille	Nancy-Metz	Caen
Nancy-Metz	Poitiers	Orléans-Tours	Toulouse	Nancy-Metz	Reims	Strasbourg	Amiens
Strasbourg	Orléans-Tours	Caen	Dijon	Strasbourg	Rennes	Besançon	Lille
Besançon	Besançon	Aix-Marseille	Lyon	Reims	Lyon	Poitiers	Dijon
Poitiers	Rouen	Nice	Clermont-Fd	Poitiers	Nancy-Metz	Rennes	Lyon
Rennes	Amiens	Clermont-Fd	Grenoble	Orléans-Tours	Strasbourg	Clermont-Fd	Montpellier
Clermont-Fd	Lille	Nantes	Montpellier	Limoges	Besançon	Grenoble	Reims
Grenoble	Reims	Poitiers	Reims	Amiens	Bordeaux	Limoges	Nancy-Metz
Limoges	Nancy-Metz	Limoges	Nancy-Metz	Lille	Toulouse	Aix-Marseille	Strasbourg
Aix-Marseille	Strasbourg	Montpellier	Strasbourg	Rouen	Grenoble	Bordeaux	Besançon
Bordeaux	Nantes	Rennes	Besançon	Nantes	Aix-Marseille	Montpellier	Grenoble
Montpellier	Caen	Bordeaux	Aix-Marseille	Caen	Montpellier	Nice	Aix-Marseille
Nice	Rennes	Toulouse	Nice	Rennes	Nice	Toulouse	Nice
Toulouse							

REIMS	RENNES	REUNION	ROUEN	STRASBOURG	TOULOUSE	VERSAILLES
Créteil	Nantes	Paris	Amiens	Nancy-Metz	Montpellier	Rouen
Nancy-Metz	Caen	Versailles	Versailles	Reims	Bordeaux	Créteil
Amiens	Versailles	Créteil	Caen	Besançon	Limoges	Paris
Paris	Paris	Rouen	Paris	Dijon	Aix-Marseille	Orléans-Tours
Versailles	Créteil	Amiens	Créteil	Créteil	Clermont-Fd	Amiens
Lille	Orléans-Tours	Lille	Lille	Paris	Poitiers	Lille
Strasbourg	Rouen	Reims	Orléans-Tours	Versailles	Orléans-Tours	Caen
Dijon	Poitiers	Orléans-Tours	Nantes	Lille	Versailles	Nantes
Besançon	Amiens	Caen	Rennes	Amiens	Paris	Poitiers
Lyon	Lille	Dijon	Reims	Lyon	Créteil	Rennes
Orléans-Tours	Bordeaux	Lyon	Dijon	Grenoble	Nice	Dijon
Rouen	Limoges	Nantes	Poitiers	Rouen	Nantes	Reims
Grenoble	Dijon	Nancy-Metz	Nancy-Metz	Orléans-Tours	Grenoble	Lyon
Aix-Marseille	Clermont-Fd	Strasbourg	Strasbourg	Clermont-Fd	Lyon	Nancy-Metz
Nice	Lyon	Besançon	Lyon	Aix-Marseille	Dijon	Strasbourg
Clermont-Fd	Grenoble	Poitiers	Besançon	Montpellier	Rouen	Besançon
Caen	Reims	Rennes	Grenoble	Nice	Amiens	Clermont-Fd
Nantes	Nancy-Metz	Clermont-Fd	Clermont-Fd	Caen	Lille	Grenoble
Rennes	Strasbourg	Grenoble	Limoges	Nantes	Rennes	Limoges
Poitiers	Besançon	Limoges	Bordeaux	Poitiers	Caen	Bordeaux
Limoges	Toulouse	Aix-Marseille	Toulouse	Rennes	Reims	Aix-Marseille
Montpellier	Montpellier	Bordeaux	Montpellier	Limoges	Nancy-Metz	Montpellier
Bordeaux	Aix-Marseille	Montpellier	Aix-Marseille	Bordeaux	Strasbourg	Nice
Toulouse	Nice	Nice	Nice	Toulouse	Besançon	Toulouse
		Toulouse				

Annexe D
Les reports de stage

Corps d'accès	Concours	MOTIFS DE REPORT DE STAGE						
		Décret n° 94-874 du 7.10.1994			Autres motifs			
		Service national volontaire	Congé de maternité	Congé parental	Études doctorales	Préparer l'agrégation	Scolarité ENS	Séjour à l'étranger
Agrégés	Agrégation externe	X	X	X	X		X	X
	Agrégation interne	X	X	X	X			
Certifiés	Capes/Capet externe	X	X	X		X	X	X
	Capes/Capet interne	X	X	X				
	Troisième concours	X	X	X				
PEPS	Capeps externe	X	X	X		X	X	X
	Capeps interne	X	X	X				
	Troisième concours	X	X	X				
PLP	Concours externe	X	X	X		X		X
	Concours interne	X	X	X				
	Troisième concours	X	X	X				
CPE	Concours externe	X	X	X				X
	Concours interne	X	X	X				
	Troisième concours	X	X	X				

Annexe E
État académique des stagiaires non titularisés

À transmettre au bureau DGRH/B2-2 avant le 1er juillet 2011 à l'adresse : dgrhb2-2lauréats@education.gouv.fr

Nom	Prénom	Date de naissance	Code Grade	Grade	Code disc.	Discipline	Résultat de stage	Académie de stage
		jj/mm/aaaa	5631	CPE CL N	E0030	ÉDUCATION	AVIS DÉFAVORABLE STAGE	
			5531	CERT. CL N	L0080	DOC LYCÉES	ATTENTE d'ÉVALUATION	
			5512	AGRÉGÉ CLN	L1900	EPS	REFUSÉS DÉFINITIVEMENT	

Ce tableau peut être téléchargé sur le site **i-dgrh** à la rubrique : enseignants / second degré / affectation lauréats 2011.

Annexe F**Pièces justificatives à produire**

Attention : Les fraudes et tentatives de fraudes peuvent entraîner l'annulation de l'affectation, des sanctions disciplinaires allant jusqu'à la perte du bénéfice du concours et des sanctions pénales (articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code Pénal) pouvant aller jusqu'au paiement d'amende et à des peines d'emprisonnement.

I - Pièces justificatives à adresser au rectorat d'affectation

Dès connaissance des résultats d'affectation (adresse exacte indiquée sur chaque site d'accueil académique).

1. Rapprochement de conjoints

- Attestation de l'employeur du conjoint indiquant le lieu d'exercice et la nature de l'activité professionnelle ou attestation récente d'inscription au « Pôle emploi » en cas de chômage.
- Justificatif du domicile conjoint (copie d'une facture EDF, quittance de loyer, etc.).
- Photocopie du livret de famille.
- Pour les lauréats ni mariés ni pacsés avec enfant, livret de famille ou certificat de grossesse délivré au plus tard le 13 juillet 2011 avec attestation de reconnaissance anticipée.
- Pour les agents pacsés : l'attestation du tribunal d'instance ou l'extrait d'acte de naissance des deux partenaires portant en marge les mentions du Pacs ([loi n° 2006-728 du 23 juin 2006](#) portant réforme des successions et des libertés).

2. Rapprochement de deux candidats mariés ou pacsés qui souhaitent être affectés dans la même académie

Photocopie du livret de famille ou, pour les agents pacsés, l'attestation du tribunal d'instance établissant la conclusion du Pacs ou un extrait d'acte de naissance des deux partenaires portant en marge les mentions du Pacs ([loi n° 2006-728 du 23 juin 2006](#)).

3. Affectation en Dom

S'ils sont affectés dans l'une des académies d'outre-mer, les lauréats envoient, dès leurs résultats d'admission, les pièces justifiant d'attaches réelles et de résidence dans le département d'outre-mer considéré.

4. Affectation en Com

S'ils sont affectés dans l'une de ces collectivités d'outre-mer, dès leurs résultats d'admission, les lauréats envoient au vice-rectorat d'affectation les pièces justifiant de leurs attaches réelles dans la collectivité d'outre-mer considérée.

5. Diplôme exigé à la nomination

Les lauréats des concours externes : du Capes, du Capet, du Capeps, du CAPLP disciplines générales, et de CPE devront envoyer leur diplôme de master (M2 ou équivalent) à leur rectorat d'affectation **dès connaissance de leur académie d'affectation**.

II - Pièces justificatives à adresser à la DGRH (bureau DGRH/B2-2)

Les candidats répondant aux situations énoncées ci-dessous enverront obligatoirement, avant le **24 juin 2011**, les pièces justificatives ci-après au bureau DGRH B2-2 :

1. Titulaires de la fonction publique de l'État, territoriale ou hospitalière

Arrêté de titularisation en qualité de fonctionnaire.

2. Enseignant contractuel du second degré public de l'Éducation nationale

- Copie du contrat d'engagement.
- État des services visé du rectorat de moins d'un mois.

3. Lauréats de l'agrégation ayant opté pour leur maintien dans l'enseignement privé

Ils envoient la lettre par laquelle ils optent pour l'enseignement privé, une copie de leur contrat ou de leur agrément établi par la division chargée de l'enseignement privé du rectorat de l'académie dont ils relèvent, ainsi que l'attestation d'emploi, dans la discipline ou option du concours, établie par leur chef d'établissement au titre de l'année scolaire en cours.

4. Lauréats de l'agrégation susceptibles d'accomplir leur stage en GPGE ou STS :

Ils envoient une lettre précisant qu'ils sont bien candidats pour effectuer leur stage en CPGE ou STS dans les conditions proposées par l'inspection générale.

5. Lauréats de l'agrégation ayant la qualité de professeur certifié titulaire du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire

Ils envoient les pièces qui justifient leur affectation en tant que titulaire de ce ministère.

6. Lauréats recrutés en qualité d'ATer ou de doctorant contractuel

Ils envoient avant le 30 novembre 2011 leur contrat d'engagement.

Personnels**Commission nationale d'action sociale**

Liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel et nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles

NOR : MENH1100136A
arrêté du 9-3-2011
MEN - DGRH C1-3

Vu arrêté du 4-10-1991 modifié

Article 1 - La liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel à la Commission nationale d'action sociale et le nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles sont établis comme suit :

- Fédération syndicale unitaire (FSU) : 5 sièges de titulaires - 5 sièges de suppléants
- Union nationale des syndicats autonomes (Unsa) : 2 sièges de titulaires - 2 sièges de suppléants
- Confédération française démocratique du travail (CFDT) : 1 siège de titulaire - 1 siège de suppléant

Total : 8 sièges de titulaires - 8 sièges de suppléants

Article 2 - La liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel à la section permanente de la Commission nationale d'action sociale et le nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles sont établis comme suit :

- Fédération syndicale unitaire (FSU) : 3 sièges de titulaires - 3 sièges de suppléants
- Union nationale des syndicats autonomes (Unsa) : 1 siège de titulaire - 1 siège de suppléant

Total : 4 sièges de titulaires - 4 sièges de suppléants

Article 3 - À compter de la date de publication du présent arrêté, les organisations syndicales énumérées aux articles 1 et 2 ci-dessus, ainsi que la Mutuelle générale de l'Éducation nationale, dont le nombre de représentants, tant pour la Commission nationale d'action sociale que pour sa section permanente, est fixé conformément aux dispositions des articles 2 et 9 de l'arrêté du 4 octobre 1991 susvisé, disposent d'un délai de quinze jours pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants.

Article 4 - La directrice générale des ressources humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale.

Fait le

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,
La directrice générale des ressources humaines,
Josette Théophile

Personnels

Séjours professionnels à l'étranger

Programme Jules Verne pour l'année scolaire 2011-2012

NOR : MENC1106349C
circulaire n° 2011-058 du 23-3-2011
MEN - DREIC 2B

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie

La présente circulaire donne, pour l'année scolaire 2011-2012, les orientations relatives à l'organisation du programme de mobilité internationale « Jules Verne » : séjours professionnels d'une année à l'étranger destinés aux enseignants titulaires des premier et second degrés de l'enseignement public.

Depuis son lancement en 2009, ce programme participe de l'internationalisation du système éducatif qui est l'une des priorités de la réforme du lycée. Il s'articule avec les objectifs européens de diversité culturelle et de pluralité linguistique. Il complète les programmes de mobilité européens et français existants et contribue à la politique éducative de la France à l'étranger. Il s'inscrit dans la politique internationale des académies dont il doit constituer un levier.

Ouvert à tous les enseignants titulaires des premier et second degrés de l'enseignement public, il a contribué à la formation continue de 118 enseignants en 2009-2010 et de 161 enseignants en 2010-2011, en leur offrant la possibilité d'une immersion professionnelle, linguistique et culturelle hors de France pour une année scolaire complète. Les avantages tirés de ce programme, en termes d'expérience professionnelle acquises par les enseignants à l'étranger et de contribution à l'ouverture de notre système éducatif sur l'international, m'ont incité à reconduire, pour l'année scolaire 2011-2012, l'objectif global de 350 participants fixé au niveau national.

1. Objectifs du programme

Le programme « Jules Verne » donne aux enseignants l'occasion à la fois de prendre part à la vie d'un établissement scolaire européen ou en pays tiers et de développer de nouvelles compétences. Celles-ci leur permettront notamment de s'investir, au retour, dans l'enseignement des langues à l'école primaire et des disciplines non linguistiques (DNL) en langue étrangère dans le secondaire afin de contribuer au développement de la politique internationale de leur académie.

Il se comprend dans un esprit de réciprocité qui s'inscrit dans un mouvement général d'accroissement des échanges bilatéraux d'enseignants, en particulier dans l'Union européenne qui propose, par ailleurs, d'autres opportunités de mobilité au sein du programme « éducation et formation tout au long de la vie » (EFTLV). À cet égard, un nombre croissant de mises à disposition par les États étrangers de ressortissants exerçant des fonctions d'enseignement dans un établissement français pour une durée équivalente à celle du programme « Jules Verne » a été constaté en 2010-2011. Il est essentiel d'entretenir cette dynamique.

À titre indicatif, un nombre de postes par académie est proposé en annexe de la présente circulaire selon une répartition entre quatre groupes d'académies établie en fonction de la démographie scolaire.

2. Personnels concernés

Organisé pour tous les enseignants titulaires des premier et second degrés de l'enseignement public, ce programme accordera une priorité :

- aux enseignants de toutes disciplines qui souhaitent effectuer une mobilité internationale en vue de consolider ou accroître leurs compétences linguistiques et de participer à un projet de coopération éducative bilatérale ;
- aux enseignants de disciplines non linguistiques, notamment des lycées technologiques et professionnels ;
- aux enseignants de langue vivante, dont la mission principale ne devra pas être, toutefois, d'enseigner la langue du pays d'accueil lorsque cette langue sera aussi celle qu'ils enseignent en France, sauf si cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet spécifique qui le justifie.

3. Pays et structures d'accueil

Vos services détermineront les pays de destination en tenant compte des accords et des programmes bilatéraux de coopération établis avec les pays d'accueil ainsi que du volet international des projets d'établissement.

Les pays francophones ne sont pas prioritaires.

Les établissements à programmes français ne sont pas éligibles au programme « Jules Verne ».

Les enseignants seront affectés dans des établissements scolaires ou des fondations gestionnaires d'établissements éducatifs étrangers. Ils exerceront les activités liées au métier d'enseignant dans le pays d'accueil.

4. Conditions de participation au programme

Modalités de participation

Pour bénéficier pleinement de leur séjour, les candidats posséderont le niveau de compétence B2 (Cadre européen commun de référence pour les langues) dans la langue du pays d'accueil et/ou dans une des cinq langues les plus enseignées en France (anglais, espagnol, allemand, italien, portugais). Les enseignants seront réaffectés, à leur retour, dans leur académie d'origine. Ils devront mettre à profit les acquis de cette immersion et participer à l'évolution et à l'ouverture européenne et internationale du système éducatif. Pour les enseignants du second degré, le choix d'une affectation intra-académique sur des postes à profil (structures ou établissements à vocation européenne ou internationale, SI, SELO, sections préparant à une délivrance simultanée des diplômes, dispositifs bilangues) sera privilégié dans toute la mesure du possible. Afin de valoriser les acquis de l'expérience à l'étranger, le chef d'établissement d'accueil, après un entretien avec l'enseignant, établira un court rapport quant au déroulement de cette année scolaire et aux contenus des actions réalisées. Ils bénéficieront d'un suivi particulier des services de ressources humaines concernés. Parallèlement le participant établira un rapport détaillé sur son activité. Ces documents seront pris en compte lors de l'inspection ultérieure de l'enseignant à son retour en France et, le cas échéant, dans un dossier de validation des acquis de l'expérience (VAE) que l'enseignant choisirait de présenter. En outre, ils permettront de valoriser le parcours de carrière des enseignants lors de l'examen des avancements de grade.

Modalités de recueil et de traitement des candidatures

Vous piloterez cette opération en vous entourant des collaborateurs qui auront pour mission de mettre en œuvre le programme « Jules Verne » et en mobilisant notamment les délégués académiques aux relations européennes et internationales et à la coopération (DAREIC) et leurs relais. Je vous demande de veiller à une très large communication de ce programme sur vos sites internet académiques qui comprendront une rubrique d'information, les modalités de sa mise en œuvre, les formulaires de candidature et les calendriers des opérations. À l'issue de l'examen des dossiers qui comporteront, notamment, les avis des chefs d'établissement et des personnels d'inspection, vous organiserez des entretiens avec les enseignants intéressés afin de valider leurs projets. Ces projets devront s'inscrire dans les objectifs du programme en vue de contribuer à enrichir la politique éducative de la France à l'étranger. Vous établirez deux listes des candidats retenus, l'une regroupant les enseignants du premier degré, l'autre les enseignants du second degré, ainsi qu'un tableau récapitulatif de ces mêmes candidatures par langue et par pays de destination. Ces listes et ce tableau seront transmis, par les services rectoraux, sous bordereau unique, au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, **pour le 20 mai 2011**, délai de rigueur, simultanément à :

- la direction des relations européennes et internationales et de la coopération, DREIC 2B, 110, rue de Grenelle, 75357 Paris 07 SP ;
- la direction générale des ressources humaines, DGRH B2, 72, rue Regnault, 75243 Paris cedex 13.

Dans la première quinzaine du mois de juillet 2011, un stage de regroupement national obligatoire, centré sur l'approche interculturelle, la connaissance pédagogique des pays partenaires et la mobilité internationale, sera organisé par la DREIC à l'intention des candidats retenus.

Informations pratiques

Les informations d'ordre administratif et financier sont détaillées dans l'annexe jointe à la présente circulaire. Ces informations, ainsi que les modalités de candidature, sont également disponibles sur le site internet du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative (<http://www.education.gouv.fr/cid50124/programme-de-mobilite-internationale-jules-verne.html>). La DREIC pourra être interrogée, en tant que de besoin, par les services académiques et les postes diplomatiques concernés, sur les questions liées à la mise en œuvre du programme. Je vous remercie de veiller à la plus large diffusion de cette circulaire auprès des corps d'inspection, des chefs d'établissement et des directeurs d'école pour permettre à tout enseignant de se porter candidat à ce programme, suscitant par là même un nombre significatif de candidatures de qualité. Cette initiative devrait conduire à diversifier et enrichir les parcours professionnels de nos enseignants au bénéfice de nos élèves.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
et par délégation,
Le secrétaire général,
Pierre-Yves Duwoye

Annexe 1
Conditions du séjour

Les enseignants seront mis à disposition auprès d'un État étranger dans le cadre d'une convention de mise à disposition signée par le ministre chargé de l'Éducation avec cet État (la convention-type peut être chargée sur le site internet du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative (<http://www.education.gouv.fr/cid50523/menc0929460c.html>)).

Chaque État étranger signataire de cette convention identifiera la structure éducative dans laquelle l'enseignant sera affecté, en accord avec le rectorat et l'enseignant concernés. Les obligations de service et le régime de congés des enseignants sont fixés par le pays d'accueil.

Les enseignants sont placés sous tutelle hiérarchique partagée, française et locale. Ils resteront en position d'activité dans leur corps d'origine.

Les frais de transport aller et retour entre le lieu d'exercice en France et à l'étranger, ainsi qu'un voyage de congés aller et retour, sont pris en charge par l'académie. Les dates de ce congé en France devront tenir obligatoirement compte des périodes de congés scolaires du pays d'accueil.

Les enseignants continueront à percevoir la rémunération ainsi que les indemnités liées à leur corps et à leur grade, à l'exclusion des indemnités liées à l'exercice des fonctions ou à l'accomplissement d'une responsabilité particulière (part modulable de l'ISOE, indemnité de sujétions spéciales Zep) ainsi que des indemnités pour heures supplémentaires (HSA, HSE) ou de la NBI. Les enseignants pourront percevoir une rémunération complémentaire ou recevoir une aide en nature du pays d'accueil. Cette disposition sera inscrite et précisée, le cas échéant, dans la convention de mise à disposition.

Chaque enseignant recevra et signera avant son départ une lettre de mission que lui remettra son rectorat de rattachement et qui rappellera les termes de la convention passée par le ministre chargé de l'Éducation avec l'État étranger auprès duquel il sera mis à disposition, ainsi que tous les éléments d'information concernant sa position administrative, sa rémunération et ses obligations de service (enseignement et autres tâches éventuelles).

Procédure d'élaboration et de signature des conventions et des arrêtés de mise à disposition des enseignants

1. Les conventions de mise à disposition des enseignants auprès d'un État étranger sont élaborées par les rectorats aussitôt après la sélection des candidatures, sur la base du modèle de convention-type mise en ligne sur le site ministériel, complétée par une fiche de poste.
2. Ces conventions, rédigées en français et, s'il y a lieu, traduites dans la langue de l'État d'accueil sont alors transmises par les rectorats aux postes diplomatiques concernés.
3. Les postes diplomatiques organisent et assurent le processus de signature des conventions, dans leur rédaction en français et leur traduction en langue étrangère, par l'autorité qualifiée de l'État étranger d'accueil et retournent ces conventions portant la signature originale de l'autorité qualifiée précitée au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, direction générale des ressources humaines, DGRH B2, 72, rue Regnault, 75243 Paris cedex 13, **pour le 17 juin 2011**, délai de rigueur. Ils adressent simultanément une copie aux DAREIC de l'académie concernée.
4. Après visa par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel, les conventions et les arrêtés de mise à disposition sont signés par le ministre chargé de l'Éducation et notifiés aux recteurs, qui les communiquent à leur tour aux autorités étrangères compétentes, aux intéressés et, pour information, aux postes diplomatiques concernés.

Annexe 2**Convention relative à la mise à disposition d'un agent du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative auprès de l'État de XXX**

Entre : Le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative,
Représenté par Madame la directrice générale des ressources humaines
72, rue Regnault 75243 Paris cedex 13 France
et : L'État de XXX,
Représenté par Monsieur/Madame XXX, qualité
Situé (adresse)

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le dispositif afférent à la mise à disposition, tel que les régissent les dispositions législatives et réglementaires françaises qui figurent dans :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment ses articles 41 et 42 ;
- le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié, relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de mise à disposition et de cessation de fonctions.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, de Monsieur/Madame XXX, corps, grade, académie, école ou établissement scolaire, auprès de l'État XXX, pour exercer les fonctions de...

à compter du... /... /... (date de prise de fonction)

jusqu'au... /... /... (date de retour dans l'académie).

La durée de la mise à disposition ne peut excéder celle qui est assignée à la présente convention. La mise à disposition est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'Éducation.

Paragraphe à inclure en cas d'éventuelle réciprocité :

L'État d'accueil donne son accord à la mise à disposition auprès de l'État français d'un de ses ressortissants exerçant des fonctions d'enseignement, pour y assumer des fonctions similaires dans un établissement français pour une durée équivalente.

Article 2 - Conditions d'emploi

Monsieur/Madame XXX est affecté(e) à... (établissement) situé (adresse).

Il est placé sous l'autorité hiérarchique locale de... (nom, titre, fonctions).

Les obligations de service, les conditions de travail et le régime des congés sont fixés par l'autorité précitée, par référence aux règles générales régissant l'activité qui est confiée dans l'État considéré, ainsi qu'à celles qui figurent dans le règlement intérieur de l'établissement d'exercice.

Une fiche de poste précisant la nature des activités et les conditions d'exercice (notamment obligations de services, missions et activités autres qu'enseignement, lieu(x) d'exercice, dates des congés scolaires) est jointe à la présente convention.

L'État d'accueil s'engage à préparer l'accueil du professeur français en sensibilisant à sa venue le personnel de l'établissement d'exercice, les élèves et, le cas échéant, les parents d'élèves.

Article 3 - Contrôle et évaluation des activités

Monsieur/Madame XXX continue à bénéficier des modalités de notation et d'avancement fixées par le statut particulier dont il relève pour les personnels placés en position de mise à disposition.

Un rapport sur la manière de servir du fonctionnaire mis à disposition est établi par son supérieur hiérarchique ou par le responsable sous l'autorité duquel il est placé au sein de l'organisme d'accueil. Ce rapport, rédigé après un entretien individuel, est soumis au fonctionnaire, qui peut y porter ses observations, puis transmis au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.

Article 4 - Rémunération

Conformément au régime de la mise à disposition tel que le définit la réglementation française visée en préambule de la présente convention, le ministre chargé de l'Éducation continue à assurer la rémunération de Monsieur/Madame XXX. L'État d'accueil de l'enseignant mis à disposition est entièrement exonéré du remboursement de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que des cotisations et contributions y afférentes, pour la durée de la présente convention.

L'État d'accueil assure l'indemnisation des frais auxquels l'agent mis à disposition s'expose dans l'exercice de ses fonctions. En conséquence, il rembourse directement à l'intéressé tous les frais professionnels, déplacements, transports et divers et se charge des déclarations réglementaires à cet effet dans le cadre de l'ordonnancement juridique qui lui est propre.

Un complément de rémunération et/ou une aide en nature peuvent être également accordés par l'État d'accueil à l'agent mis à disposition, au titre de la fonction qui lui a été confiée.

Si un complément de rémunération et/ou une aide en nature est accordé par l'État d'accueil, en préciser la forme et le montant :

- complément de rémunération :

- aide en nature :

Article 5 - Fin anticipée de mise à disposition, règles de préavis

À la demande du ministre chargé de l'Éducation nationale, de l'État d'accueil ou du fonctionnaire concerné, il peut être mis fin à la mise à disposition avant le terme fixé. Cette demande, formulée par écrit, doit être présentée en respectant un préavis de deux mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre le ministre chargé de l'Éducation et l'État d'accueil.

Le fonctionnaire concerné doit être préalablement informé des motifs de la fin de la mise à disposition. Il peut, à cette occasion, formuler ses observations.

La fin anticipée de la mise à disposition entraîne la caducité de la présente convention à la date à laquelle elle est prononcée.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la période du... au...

Pendant cette période, elle peut :

- être modifiée par avenant, d'un commun accord entre les parties ;
- être dénoncée à tout moment par chacune des parties, en cas de non-respect d'une des stipulations qu'elle comporte.

La convention est éventuellement renouvelable une seule fois, après accord entre les parties, sous la forme d'un avenant conclu à cette fin.

Fait à..., le...

Le représentant de l'État d'accueil

XXX

Fait à..., le...

Le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative

XXX

Visé au contrôle budgétaire et comptable ministériel

Le...

Sous le n°.....

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel

Annexe 3

Répartition indicative des postes par groupes d'académies

- Corse, Guadeloupe, Guyane Limoges, Martinique : 5 postes.
- Amiens, Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Réunion, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg : 10 postes.
- Aix-Marseille, Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nantes, Nancy-Metz, Toulouse : 15 postes.
- Créteil, Lille, Paris, Versailles : 20 postes.

Mouvement du personnel**Nomination**

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe

NOR : MENI1033411D

décret du 13-1-2011 - J.O. du 14-1-2011

MEN - IG

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble la loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; loi n° 84-834 du 13-9-1984 modifiée par lois n° 86-1304 du 23-12-1986 et n° 94-530 du 28-6-1994 ; décret n° 94-1085 du 14-12-1994 ; décret n° 99-878 du 13-10-1999 modifié, notamment le II et le III de l'article 5, ensemble les articles R* 241-6 à 241-16 du code de l'Éducation ; avis favorable de la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général du 28-5-2010 ; le conseil des ministres entendu

Article 1 - Patrice Champion est nommé inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe (5ème tour).

Article 2 - Le Premier ministre, le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 13 janvier 2011

Nicolas Sarkozy

Par le président de la République

Le Premier ministre

François Fillon

Le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative

Luc Chatel

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Valérie Pécresse

Informations générales**Vacance de poste**

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche

NOR : MENI1101345V
avis de 2-4-2011 - J.O. 2-4-2011
MEN - IG

Le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche procèdent au recrutement d'un inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe.

Conformément aux dispositions de l'article 5 I B et III du [décret n° 99-878 du 13 octobre 1999](#) modifié relatif au statut du corps de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche, les inspecteurs généraux de première classe sont choisis parmi :

- 1° Les directeurs généraux et directeurs d'administration centrale, les recteurs d'académie, les délégués ministériels et interministériels ;
 - 2° Les chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs des administrations centrales de l'État ;
 - 3° Les autres fonctionnaires occupant ou ayant occupé un emploi fonctionnel doté d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B et justifiant d'une durée minimale de service dans cet emploi de trois ans.
- Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, secrétariat administratif des services d'inspection générale, 110 rue de Grenelle, 75357 Paris SP 07, par la voie hiérarchique, dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au Journal officiel de la République française.

Informations générales

Postes vacants

Maison d'éducation de la légion d'honneur des loges à Saint-Germain-en-Laye et de Saint-Denis à compter de la rentrée scolaire 2011-2012 (additif)

NOR : MENH1100140V
avis du 23-3-2011
MEN - DGRH B2-4

Ces postes seront pourvus par voie de détachement.

I - Vacances de postes à la Maison d'éducation de Saint-Germain-en-Laye

La Grande Chancellerie de la Légion d'honneur recrute par voie de détachement, pour la rentrée 2011, deux professeur(e)s certifié(e)s sur postes vacants à la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges à Saint-Germain-en-Laye :

- un(e) professeur(e) certifié(e) de lettres modernes ;
- un(e) professeur(e) certifié(e) de sciences de la vie et de la Terre.

Les deux professeur(e)s recruté(e)s intégreront une équipe pédagogique constituée de cinquante enseignants intervenant dans vingt et une classes, y scolarisant 480 élèves, toutes internes et répondant aux conditions d'entrée régies par les codes de la Légion d'honneur, la Médaille militaire et l'Ordre national du mérite.

Ils/elles contribueront étroitement au projet d'établissement de la Maison d'éducation de la Légion d'honneur des Loges, collège public caractérisé par :

- un fort taux d'encadrement pédagogique et éducatif, offrant aux élèves d'excellentes conditions d'éducation, formation, réussite scolaire et épanouissement personnel ;
- un dédoublement important d'horaires scolaires au cycle d'adaptation et au début du cycle central ;
- un large éventail d'options : cursus bilingue anglais-allemand dès la 6ème, LV2 dès la 5ème (choix entre l'allemand, le chinois ou l'espagnol), classes maïtrisiennes à horaires aménagés sur la totalité du cursus collège, option anglais renforcé équivalent aux sections européennes anglaises ;
- une gamme étendue d'activités extrascolaires : voyages pédagogiques, échanges linguistiques, sorties culturelles, ateliers artistiques et sportifs, clubs, chorale, orchestre et atelier jazz ;
- des taux de réussite au diplôme national du brevet et de passage en seconde générale et technologique très supérieurs aux moyennes nationale et académique.

Le/la professeur(e) certifié(e) en lettres modernes intégrera une équipe pédagogique constituée de 7 enseignants.

Le/la professeur(e) certifié(e) de SVT intégrera une équipe pédagogique constituée de 4 autres enseignants de sciences.

Seront particulièrement apprécié(e)s les candidat(e)s fortement impliqué(e)s dans la mise en œuvre des nouvelles modalités d'enseignement.

Les dossiers de candidature, comportant un curriculum vitae détaillé et une lettre de motivation, seront adressés, dans un délai de trois semaines à compter de la date de publication, à l'intendante générale de la Maison d'éducation de la Légion d'honneur des Loges, BP 80866, 78108 Saint-Germain-en-Laye cedex.

Les candidats solliciteront un entretien avec Madame Dominique Dupont, intendante générale.

Les renseignements utiles pourront être demandés auprès du secrétariat de l'intendante générale au 01 39 04 10 45.

Les professeur(e)s intéressé(e)s pourront également consulter le site internet de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges : <http://www.melh.info/>

II - Vacance de poste à la Maison d'éducation de Saint-Denis (93)

Un poste de professeur certifié d'anglais sera vacant au 1er septembre 2011 à la Maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis (internat de filles, lycée public d'État) : élèves de la seconde à la terminale, sections L, ES, S et STG.

Les candidats sont priés d'envoyer un curriculum vitae, une lettre de motivation, leur dernier rapport d'inspection et leur dernier arrêté d'échelon par courriel à : secretariat-surintendante@melh.fr, par fax au 01 48 09 39 93 ou par courrier à la surintendante (proviseur), Maison d'éducation de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'honneur, 93200 Saint-Denis. Renseignements complémentaires au 01 48 13 13 31. Site web de l'établissement :

<http://www.melh.fr>